



Groupe de discussion des femmes de Dimbal, Bankass

**RAPPORT D'ÉTUDE DE RÉFÉRENCE - VERSION PROVISOIRE 4**

**Renforcer la résilience communautaire et la désinformation dans les régions du nord et du centre,  
Mali (Tabale Kunkan)**

**JUIN 2021**

**Consultants :**

Issouf M. A. HAIDARA

Bréhima M. SANGARE

Lassine DIARRA

Contact :

**Moussa LEWA**

*Coordinateur Design Monitoring et  
Evaluation*

**Search for Common Ground**

Hamdallaye ACI 2000

Tél : 79 36 98 97

[mlewa@sfcg.org](mailto:mlewa@sfcg.org)

**Tahirou DOUNDA**

*Directeur Pays par Intérim*

**Search for Common Ground**

Hamdallaye ACI 2000

Tél : +223 92 63 23 65

[tdounda@sfcg.org](mailto:tdounda@sfcg.org)

## Table des matières

---

Table des matières	1
Liste des tableaux	2
Liste des figures	3
Résumé exécutif	6
Recommandations	8
1.	10
2.	10
3.	11
3.1.	11
3.2.	11
3.3.	12
3.4.	15
3.5.	17
3.6.	18
3.8.	22
4.	22
5.	48
6.	50
7.	51
7.1.	51
7.2.	55
7.3.	56

---

## Liste des tableaux

---

Tableau 1 : répartition des cibles interrogées en entretien individuel	13
Tableau 2 : répartition des cibles interrogées en groupe de discussion (Focus Group Discussion)	14
Tableau 3 : Répartition Géographique de l'échantillon dans les 14 communes :	16
Tableau 4 : Tableau de réalisation des indicateurs du projet	46
Tableau 5 : Proportion des réponses par région soutenant la définition du discours de haine	50
Tableau 6 : Proportion des réponses par région soutenant la définition du discours de haine	50
Tableau 7 : Proportion des réponses par région soutenant la définition du discours de haine	51
Tableau 8 : Répartition des enquêtés selon l'âge moyen désagrégés par sexe et par région	51
Tableau 9 : Proportion (%) de la tranche d'âge désagrégés par sexe et par région des répondants	51
Tableau 10 : Proportion (%) des répondants connaissant les mécanismes du système d'alerte précoce (SAP) existant dans la zone d'intervention du projet par région	51
Tableau 11 : Proportion (%) de la tranche d'âge désagrégés par sexe et par cercle des répondants	52
Tableau 12 : Proportion (%) de la tranche d'âge désagrégés par sexe et par commune des répondants	52
Tableau 13 : Proportion (%) du niveau d'instruction des répondants désagrégés par sexe et par région des répondants	53

Liste des figures

Figure 1 : Composition par région de l'échantillon prévu et réalisée de l'étude de base de Tabale Kunkan.	17
Figure 2 : Répartition des enquêtés selon l'âge moyen par région	19
Figure 3 : Proportion (%) de la tranche d'âge par région des répondants	20
Figure 4 : Proportion (%) du niveau d'instruction des répondants	20
Figure 5 : Proportion (%) du statut matrimonial des répondants	21
Figure 6 : Proportion (%) des répondants membres d'une organisation ou d'une association de la société civile	21
Figure 7 : Proportion des facteurs susmentionnés engendrant les discours de haine, les fausses informations et la désinformation	26
Figure 8 : Proportion (%) des répondants connaissant les mécanismes d'alerte précoce existant dans la zone d'intervention du projet par région	29
Figure 9 : Proportion (%) des répondants connaissant les mécanismes de prévention et gestion des conflits existant dans la zone d'intervention du projet par région	29
Figure 10 : Proportion (%) des répondants connaissant les mécanismes de gestion des rumeurs et de la désinformation existant dans la zone d'intervention du projet par région	30
Figure 11 : Proportion (%) des répondants par région concernant les canaux d'identification des rumeurs, des fausses informations et des messages haineux.	31
Figure 12: Proportion (%) des répondants par région démontrant une attitude critique vis à vis des fausses informations, des rumeurs et des messages de haine.	33
Figure 13 : Proportion (%) des répondants par région ayant été victime de discours de haine, des fausses informations et de la désinformation.	34
Figure 14 : Proportion (%) des répondants par région sur l'état de la collaboration entre les acteurs dans la zone d'étude	35
Figure 15 : Etat de la collaboration intra et intercommunautaire dans la prévention et la gestion des rumeurs, des fausses informations et des messages de haine par région.	36
Figure 16 : Proportion (%) des répondants par région ayant bénéficié/reçu de formations sur la prévention et la lutte contre les rumeurs, les discours haineux.	37
Figure 17: Proportion (%) des répondants par région ayant déclaré avoir des pratiques spécifiques/endogènes pour combattre des rumeurs, des discours haineux et la désinformation.	38
Figure 18 : Proportion (%) des répondants par région ayant affirmé avoir « Accès à des informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits dans les régions d'intervention du projet ».	39
Figure 19 : Proportion (%) par région de la fréquence de réception des informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits	39
Figure 20 : Proportion (%) des répondants par région démontrant une attitude favorable par rapport à la cohésion sociale	40
Figure 21 : Proportion (%) par région de perception du mécanisme "d'Alerte précoce" par les communautés	41
Figure 22 : Proportion (%) par région de perception du mécanisme "Prévention et gestion des conflits" par les communautés	42
Figure 23 : Proportion (%) par région de perception du mécanisme "Gestion des rumeurs et de la désinformation" par les communautés	42

Figure 24 : Proportion (%) par région de la contribution des SAP à la fourniture des informations crédibles facilitant la prises de décision au niveau régional et national dans le cadre de la sécurité et de la protection des civiles. 43

Figure 25 : Proportion des jeunes et des femmes prenant part aux mécanismes existant dans les zones d'intervention par les communautés 44

Figure 26 : Proportion (%) des répondants par région sur l'état de la coordination entre les acteurs dans la zone d'étude 45

Figure 27 : Proportion des types de discours de haine, des fausses informations et de la désinformation 50

## Abréviations

---

BIDA-SARL : Bureau d'Ingénierie pour le Développement en Afrique

CNAP : Centre National pour la Coordination des Mécanismes d'Alerte Précoce et de Réponses aux Risques

FDS : Force de Défense et de Sécurité

FGD : Focus Group Discussion

ONG : Organisation non Gouvernementale

OSC : Organisation de la Société Civile

SAP: Système d'Alerte Précoce

Search: Search For Common Ground

## Résumé exécutif

---

L'étude de base du projet « Renforcer la résilience communautaire et la désinformation dans les régions du nord et du centre du Mali intitulé “*Tabalé Kunkan*” a pour but d'établir la situation de référence du projet à partir de laquelle les progrès seront mesurés. Elle a utilisé une approche mixte incluant la revue documentaire, la collecte de données quantitatives et qualitatives sur la base de questionnaires et de guides d'entretien pour répondre aux objectifs indiqués dans les termes de référence.

De l'analyse des résultats de cette étude de base, on peut retenir que :

### ***De l'identification des discours de haines et de leur propagation, des fausses informations et de la désinformation :***

De la triangulation des données issues des entretiens individuels, en groupe ou en enquêtes individuelles dans la zone d'étude, il ressort que « *sont décrits comme des propos mauvais ou manquant de respect, des propos vexants, incohérents, des dires mal placés sur une personne, un groupe de personnes ou une communauté ethnique. Ces propos très péjoratifs sont de nature à diviser les communautés, à semer de la mésestente en leur sein, à déstabiliser la quiétude sociale et à entraver tout effort de cohésion sociale.* (Environ, 60,63% des répondants).

***Les fausses informations*** sont la diffamation de la réalité, le mensonge, des informations basées sur des rumeurs, des informations non vérifiées, non fondées (sans base), égoïstes, de nature à diviser les communautés, à semer de la mésestente en leur sein selon 57,70% des répondants.

***La désinformation*** est l'attribution à un fait produit, une interprétation en déphasage avec son contenu ; le fait de manquer la vraie information et de se faire le plaisir d'informer néanmoins (Environ 51,02% des répondants).

Plusieurs facteurs peuvent engendrer les concepts susmentionnés dont : le radicalisme, la méchanceté, la discrimination, l'incivisme au sens de la non-participation citoyenne, la mauvaise gouvernance, les mauvaises sources d'information et d'interprétations des faits, etc.

Globalement, les types de discours de haine, de la diffamation et de désinformation identifiés par l'étude et qui peuvent susciter la révolte d'une personne, d'un groupe ou d'une communauté se résument à :

- des insultes, des injures, des dénigrement et d'agressions racistes et ethniques « (34% des réponses, figure 7) » (Confère témoignages dans la section 2.1. Caractéristiques des discours de haine) ;
- d'accusation de vol ou de détournement (Environ 18% des réponses) ;
- de diffamation et de mensonge (Environ 16% des réponses)
- de complicité de djihadisme (Environ 4% des réponses) ;
- d'opinions révolues de leaders excluant la femme dans le règlement et la gestion de conflit Environ 1% des réponses.

***De la cartographie des mécanismes, dispositifs et initiatives de gestions des rumeurs et de lutte contre la désinformation et des fausses informations***

Il existe principalement trois mécanismes, dispositifs et initiatives de gestion des rumeurs, de lutte contre la désinformation et d'alerte précoce. Il s'agit du mécanisme d'alerte précoce, du mécanisme de prévention et gestion des conflits et du mécanisme de gestion des rumeurs et de la désinformation. Les informations collectées révèlent que globalement, les mécanismes d'Alerte Précoce et de gestion des rumeurs et de la désinformation sont très peu connus dans les communautés bénéficiaires du projet (seulement 29% des répondants connaissent le mécanisme d'alerte précoce comparé à 17% pour le mécanisme de gestion des rumeurs et de la désinformation). Cependant, le mécanisme de prévention et gestion des conflits est le dispositif le plus connu et apprécié par les communautés (environ 53% des répondants ont affirmé avoir connaissance du mécanisme de Prévention et gestion des conflits). En outre, l'analyse indique majoritairement que les jeunes et les femmes sont parties prenantes dans les mécanismes de SAP du CNAP. Les jeunes et les femmes jouent un rôle central dans la fourniture des informations au Centre National d'Alerte Précoce en ce sens qu'ils constituent le relais, les contacts et les sources de fourniture des informations sur le terrain.

***De l'identification des canaux de partage d'information sur la situation sécuritaire et la gestion de l'information existants au niveau local, régional et national :***

De façon générale, les discours de haine, les fausses informations et la désinformation sont propagés à travers les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, Instagram, Tik-tok, etc.) [91,5%], bouche à oreille [83,25%], les *grins*, les lieux de tontine, radios de proximité [75,5%].

Le manque de formation adéquate et de professionnalisme, l'incivisme, le manque de sensibilisation allant dans le sens de la quiétude sociale seraient les causes de l'implication des acteurs dans la propagation des discours de haine, des fausses informations et la désinformation.

***Du niveau de référence des indicateurs du projet :***

Les résultats de l'étude de base prouvent qu'environ 38% des répondants ont démontré une attitude critique vis-à-vis des fausses informations, des rumeurs et des messages de haine. Par contre, environ 62% des répondants n'adoptent aucune attitude critique. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que plus de la moitié des communautés interrogées semblent se servir des informations non fiables, ou du moins, sans chercher sa crédibilité, sa véracité. Les quelques peu de répondants ayant une attitude critique paraissent majoritairement des leaders communautaires et des ambassadeurs de Search ayant une connaissance des notions de la désinformation. Environ 24% des répondants ont été victimes de discours de haine, de fausses informations et de désinformation. Parmi ceux-ci, 50% n'ont rien fait comme action, 12% se sont plaints auprès des parents ou des personnes ayant tenu ces propos, 11% ont tenté de se faire

justice eux-mêmes. Seulement, près de 3% se sont plaints auprès des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et 1% a répondu à travers les réseaux sociaux et autres médias.

32,25% des répondants ont affirmé un bon état de collaboration entre les acteurs étatiques, les acteurs de la société civile, les membres de la communauté dans la prévention et la gestion des rumeurs, des fausses informations et des messages de haine. Cependant, 54% trouvent que cette collaboration est mauvaise.

Concernant l'indicateur OS2 relatif à l'accès à des informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits, 52% ont répondu « Oui » contre 48% pour « Non » dans la zone d'étude.

39% des répondants sont favorables à la cohésion sociale contre 61% de cas défavorables.

Pour les SAP, 60% des répondants (dont 29% de femmes) ont déclaré qu'ils ne contribuent pas à la fourniture des informations crédibles permettant de faciliter la prise de décision dans le domaine de la sécurité et de la protection tandis que 40% ont affirmé l'avis contraire. Il faut signaler que le CNAP n'est pas encore implanté dans les régions. A ce stade, les jeunes, les femmes et d'autres personnes ressources constituent leurs relais.

## Recommandations

---

### 👉 Pour Search :

- ❖ Veiller à professionnaliser les journalistes et les autres acteurs des médias à la base dans le domaine de la communication média en renforçant leurs capacités dans la collecte et diffusion d'informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits, permettant d'apaiser les tensions entre les communautés ;
- ❖ Renforcer le niveau de connaissance des communautés et les autorités sur la prévention et la gestion des rumeurs et les messages de haine à travers des campagnes de sensibilisation et des sessions de renforcement des capacités. Les médias (radio, TV, et réseau sociaux) peuvent être utilisés pour la diffusion des messages à large échelle ;
- ❖ Renforcer les capacités des membres des Comités de veille et de gestion des conflits existant sur les outils, démarches et mécanismes endogènes de prévention et de gestion des conflits ;
- ❖ Initier des dialogues inter et intra-communautaires sur des thèmes se rapportant d'une part sur les discours de haine, des fausses informations et de la désinformation et d'autre part, sur la paix et la cohésion sociale dans la zone d'intervention du projet ;
- ❖ Prévoir une forme de motivation (attestation, reconnaissance de mérite) pour les membres des comités de veille, les ambassadeurs de la paix ;
- ❖ Impliquer le secteur de l'éducation (à travers des conférences débats dans les écoles/universités, la formation des comités de gestion scolaire et autres leaders estudiantins) pour la diffusion de la bonne information et la lutte contre les rumeurs, la désinformation ;
- ❖ Initier des activités de formation et d'insertion professionnelle au profit de la jeunesse en vue de réduire le chômage et la vulnérabilité des jeunes et des femmes des zones d'intervention ;
- ❖ Élaborer un protocole de collaboration avec le Ministère de la Défense et des anciens combattants pour l'implication et la participation des forces armées dans les activités du projet au niveau régional.

### 👉 Pour l'Etat :

- ❖ Sensibiliser les FDS à fournir les informations crédibles aux structures compétentes de l'Etat pour endiguer les rumeurs, les fausses informations et les messages haineux.
- ❖ Faciliter l'intermédiation entre tous les acteurs intervenant dans la prévention des conflits et la promotion de la paix ;
- ❖ Mettre en place et/ou renforcer les capacités des comités consultatifs mise en place par l'Etat dans les différentes localités sur la base d'un diagnostic des difficultés et contraintes qui entravent leur fonctionnalité.

👉 **Pour les communautés bénéficiaires :**

- ❖ Sensibiliser les communautés en vue de renforcer la cohésion sociale en leur sein et d'améliorer leur collaboration avec toutes les structures/organisations intervenant dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

## 1. Contexte du projet

---

Face à la crise sécuritaire, et les discours de haines ou stigmatisant, l'ONG Search for Common Ground a développé en partenariat avec le Centre National d'Alerte Précoce (CNAP), un projet de 24 mois pour renforcer la résilience communautaire face à la désinformation dans les régions du Nord et du Centre du Mali.

Précisément, le projet envisage de renforcer la coordination et la collaboration multi-acteurs pour la communication de messages et d'informations vérifiées, impartiales et sensibles aux conflits permettant l'amélioration des systèmes d'alerte précoce, et encourageant le dialogue pour la prévention des conflits violents à Bamako et dans les régions du Nord et du Centre du Mali (Gao, Mopti, Ségou). Le projet sera mis en œuvre dans 6 cercles (San, Niono, Bandiagara, Bankass, Ansongo, Gao) à raison de 2 communes par cercle, et dans deux communes du District de Bamako, soit 14 communes. L'initiative développée par Search for Common Ground est en parfaite complémentarité avec les nouvelles stratégies de stabilisation du centre du Mali (le Programme de Sécurisation Intégrée pour les Régions du Centre (PSIRC) du gouvernement du Mali et la stratégie d'intervention de la MINUSMA au centre du Mali, pour encourager la consolidation de la paix, la stabilité, la cohésion sociale et l'amélioration de la communication entre tous les acteurs.

Dans un souci de pouvoir mesurer à terme les progrès du projet, Search for Common Ground a jugé nécessaire de conduire une étude de référence du projet. C'est dans ce cadre qu'elle a mandaté le Bureau d'études BIDA SARL pour la conduite de ladite étude de référence dans les régions du Nord, du Centre du Mali et le District de Bamako. Le présent rapport fait le point du déroulement de l'étude, des résultats obtenus et des suggestions/recommandations pour une bonne mise en œuvre du projet.

## 2. But et Objectifs de l'étude

---

### 2.1. But

Comme indiqué dans les Termes de Référence, le but de l'étude de référence est d'établir la situation de référence du projet à partir de laquelle les progrès seront mesurés.

### 2.2. Objectifs spécifiques

Spécifiquement, cette étude vise les objectifs suivants :

- ✓ Identifier les caractéristiques des discours de haines et de leur propagation, des fausses informations et de la désinformation ;
- ✓ Cartographier les mécanismes, dispositifs et initiatives de gestion des rumeurs, de lutte contre la désinformation et d'alerte précoce existants au niveau local, régional et national ;
- ✓ Identifier les canaux de partage d'information sur la situation sécuritaire et la gestion de l'information existants au niveau local, régional et national ;

- ✓ Déterminer le niveau de référence des indicateurs de performance du projet avant sa mise en œuvre ;
- ✓ Formuler des recommandations aux parties prenantes du projet pour une meilleure adaptation des activités du projet tenant en compte les spécificités locales et des défis identifiés.

### 2.3. Etendue de l'étude de base :

L'étude de référence du Projet « Tabale Kunkan » a été réalisée dans les zones que sont :

- Région de Ségou (Communes de : Niono, Diabaly, San, Kava (Kimparana)) ;
- Région de Mopti (Communes de : Bandiagara, Ségué-Iré (Nigari), Bankass, Dimbal) ;
- Région de Gao (Communes de : Gao, Gounzoureye, Ansongo, Bara) et ;
- District de Bamako (Communes IV et VI).

Il faut noter que ces localités ont été identifiées à l'issue d'une cartographie participative des acteurs.

## 3. Méthodologie

---

Pour l'atteinte des objectifs de cette étude, une approche mixte a été utilisée. En plus de la revue documentaire, l'étude de base du projet a utilisé une approche quantitative et qualitative.

Ceci a été fait concrètement à travers l'utilisation d'outils de collecte de données quantitatives et qualitatives via respectivement les questionnaires et les guides d'entretiens individuels ou de focus groupes. Aussi, l'approche d'intervention a nécessité l'implication des responsables de Search, dans l'adoption de la méthodologie globale, les outils de collecte de données et les livrables.

La méthodologie déployée se présente de façon détaillée comme suite :

### 3.1. Cadrage de la mission

Une réunion de cadrage de la mission a été tenue entre le coordinateur design monitoring and Evaluation de Search et BIDA-SARL. Elle a permis d'harmoniser la compréhension des termes de la mission, de partager les contacts des différents chefs de bureau de Search, les parties prenantes de l'étude dans les régions et les besoins en documentation nécessaire. A l'issue de la rencontre, le coordinateur a mis à la disposition de l'équipe BIDA-SARL, toute la documentation existante nécessaire (le document projet, la liste des communes retenues pour l'étude de base, les outils de suivi -évaluation du projet). En outre, le timing/l'agenda de soumission a été convenu entre le coordinateur et l'équipe BIDA-SARL.

### 3.2. Revue et analyse documentaire

Une revue documentaire a été réalisée par l'équipe de consultants à travers une exploitation de l'ensemble de la documentation fournie par Search for Common Grounds. Cette revue s'est poursuivie tout au long de l'étude. Parmi la documentation fournie par Search, une attention a été accordée aux documents du projet (note conceptuelle du projet dans lequel, ses objectifs, ses résultats attendus et indicateurs, le cadre

de mesure de rendement, la théorie du changement, ses composantes, ses activités, ses groupes cibles et bénéficiaires, ses partenaires sont définis).

Cette phase a également consisté à étudier et à analyser d'autres documents (Rapport Stratégie et plan d'action des nations unies pour la lutte contre les discours de haine) pour collecter des informations secondaires relatives à l'étude. Cette analyse documentaire a servi de base pour la conception des outils de collecte de données sur le terrain (voir annexe).

### 3.3. L'approche qualitative de collecte de données

**Groupes de Discussion (Focus Group Discussion) :** Les FGD ont été réalisés avec les acteurs les plus nombreux notamment les hommes, les femmes et les jeunes. 3 guides d'entretien focus group ont été élaborés et administrés auprès des femmes, des hommes et des jeunes. Au total, 42 groupes de discussion dont 3 par commune ont été tenus. Chaque FGD a ciblé un groupe composé de six (6) à onze (11) personnes dans chaque groupe. Les questions structurées dans le Guide d'Entretien-FDG ont été administrées par deux membres de l'équipe de collecte dont un modérateur des échanges et un preneur de notes. Les discussions ont été menées par des agents de collecte soigneusement sélectionnés et qui ont suivi deux (2) jours de formation.

**Entretiens avec les personnes clés :** Comme prévu, des informations pouvant élucider les données quantitatives par des entretiens approfondis avec des informateurs clés ont été recueillies avec - entre autres - les autorités locales/régionales (y compris les leaders coutumiers et religieux). Une série de questions semi-structurées et ouvertes ont été utilisées comme guide d'entretien d'entretiens individuels. Au total, 2 guides ont été conçus pour les entretiens individuels.

Les entretiens individuels ont ciblé des acteurs clés dans chaque zone d'intervention sélectionnée notamment :

- Leaders communautaires (Chefs coutumiers, Chefs de village, RECOTRADE) ;
- Leaders religieux ;
- Préfet, Sous-préfet ;
- Les responsables du Centre National pour la Coordination des Mécanismes d'Alerte Précoce et de Réponses aux Risques (CNAP) ;
- Les responsables des Organisations de la Société Civile (OSC) [des jeunes et des femmes] ;
- Les collectivités ;
- Responsables média ;
- Etc.

Les tableau 1 et 2 ci-dessous donnent un aperçu sur la répartition des cibles interrogées respectivement en entretien individuel et discussion en groupe (Focus Group Discussion)

Tableau 1 : répartition des cibles interrogées en entretien individuel

Population cibles	Bamako		Ségou				Mopti				Gao				Total
	CIV	CVI	Niono	Diabali	San	Kava (Kimparana)	Bandiagara	Sugué Iré (Nigari)	Bankas	Dimbal	Gao	Gounzereyé	Ansongo	Bara	
Leaders communautaires (Chefs coutumiers, Chefs de village, RECOTRADE)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	<b>14</b>
Leaders religieux	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	<b>14</b>
Les responsables du centre National d'Alerte précoce (CNAP)	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Forces de Défense et de Sécurité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Services techniques (préfet, Sous-préfet)	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	<b>2</b>
Les responsables des Organisations de la Société Civile (OSC) des jeunes et des femmes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	<b>14</b>
Les collectivités	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	<b>10</b>
Responsables média	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	<b>14</b>
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>68</b>

Tableau 2 : répartition des cibles interrogées en groupe de discussion (Focus Group Discussion)

Population cibles	Bamako		Ségou				Mopti				Gao				Total
	CIV	CVI	Niono	Diabali	San	Kava (Kimparana)	Bandiagara	Sugué Iré (Nigari)	Bankas	Dimbal	Gao	Gounzéré	Ansongo	Bara	
FGD Homme	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	14
FGD Femme	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	14
FGD Jeune	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	14
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>42</b>

### 3.4. L'approche quantitative de collecte de données

#### ☛ L'enquête quantitative

L'enquête quantitative a été conduite auprès des membres des communautés (potentiels bénéficiaires) à travers un sondage. Un questionnaire a été élaboré et administré au niveau des populations des différentes communes couvertes par cette étude. L'utilisation de cette approche a pour but de fournir des données chiffrées servant à mesurer le niveau de référence des indicateurs du projet et soutenir les informations qualitatives collectées par le biais des interviews individuelles et des groupes de discussions.

La méthode d'échantillonnage a été mixte (raisonnée et aléatoire). L'échantillonnage raisonné a servi à l'identification des sites d'investigation sur le terrain tenant compte des conditions sécuritaires et des recommandations du commanditaire de l'étude. L'échantillonnage aléatoire (choix au hasard) a concerné à la sélection des personnes à enquêter au sein des groupes cibles sur les sites d'investigation retenus.

#### ☛ Sondage

La partie quantitative de cette étude a été réalisée sur la base d'un questionnaire qui a été administré aux membres de la communauté dans les 14 communes cibles du projet (à Bamako dans les communes 4 et 6 ; à Ségou dans les communes de Niono, Diabaly, San et Kava (Kimparana) ; à Mopti dans les communes de Bandiagara, Ségué-Iré (Nigari), Bankass et Dimbal ; à Gao dans les communes de Gao, Gounzoureye, Ansongo et Bara). La taille de l'échantillon a été déterminée en tenant compte de l'effectif de la population dans chacune des communes à partir des données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2009 (**RGPH 2009**) qui est jusque-là, le document fiable concernant le dénombrement des populations au Mali. L'approche quantitative dans le cadre de cette étude a pour but de mesurer le niveau de base des indicateurs du projet. La formule suivante nous a permis de définir l'échantillon des personnes enquêtées durant cette étude de référence :

$$n = \frac{(Z)^2 \times P(1 - P) \times (1 \mp r)}{\varepsilon^2}$$

n = taille de l'échantillon de la population infinie, en nombre d'éléments à échantillonner,

z = z-intervalle de confiance (95% de confiance soit 1.96),

p = proportion de la population qui présente la caractéristique recherchée 80 %,

1-p = proportion de la population qui ne présente pas la caractéristique recherchée (1-P soit 20%),

r = taux de non-répondants (0%),

$\varepsilon$  = marge d'erreur (4%, soit 0.04),

$$\text{Alors } n = \frac{(1.96)^2 \times (0.80 \times 0.20) \times 1}{0.04^2} = 385 \quad n = \frac{(1.96)^2 \times (0.80 \times 0.20) \times 1}{0.04^2} = 385$$

A cet effet, un échantillon de 385 personnes sélectionnées et à l'aide d'un questionnaire quantitatif, ont été enquêtées.

Tableau 3 : Répartition Géographique de l'échantillon dans les 14 communes :

Communes	Population par commune (RGPH 2009) <sup>1</sup>	Échantillon par commune
Commune 4	300085	78
Commune 6	256216	67
Niono	91554	24
Diabaly	35266	9
San	64000	17
Kava (Kimparana)	17625	5
Bandiagara	25564	7
Ségué-Iré (Nigari)	14099	4
Bankass	30159	8
Dimbal	17522	5
Gao	544120	142
Gounzoureye	30772	8
Ansongo	32709	9
Bara	12354	3
<b>Total</b>	<b>1472045</b>	<b>385</b>

Source : RGPH 2009 et base de sondage de l'étude

Le graphique 1 présente la composition de l'échantillon prévue et réalisée de l'étude.

<sup>1</sup> Données du Recensement Général de la population et de l'Habitat de 2009 du Mali

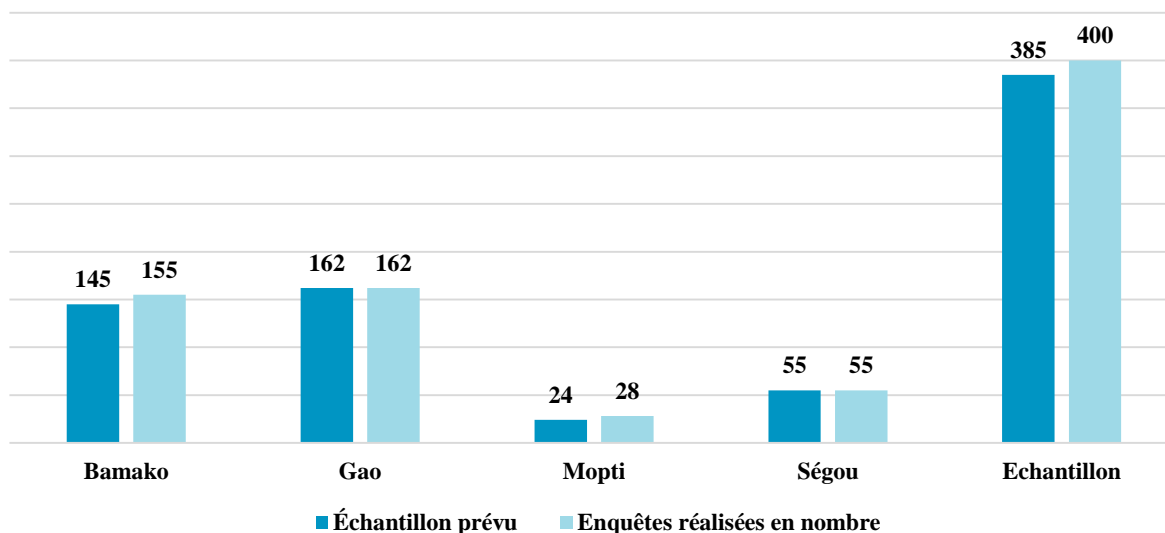


Figure 1 : Composition par région de l'échantillon prévu et réalisée de l'étude de base de Tabale Kunkan.

#### Formation des enquêteurs et composition des équipes de collecte

Avant la collecte des données, une formation préalable relative à l'enquête a été organisée pour tous les enquêteurs qui ont aussi bénéficié de l'accompagnement technique de l'équipe des consultants pendant toute la période de l'enquête afin d'assurer la qualité et la fiabilité des données.

Pour la mission de collecte d'informations, trois équipes de collecte ont été composées suivant trois axes : Mopti, Gao et Bamako-Ségou. Chaque équipe composée d'un superviseur et de quatre enquêteurs pour les régions de Ségou, Mopti et Gao et six enquêteurs pour le District de Bamako s'est rendue sur le terrain pour collecter les données. Des efforts ont été faits de manière à respecter les sensibilités socioculturelles et en accord avec le sujet de discussion qui ont permis de ne pas porter atteinte à la validité et à la qualité des données recueillies.

### 3.5. Collecte des données

Les données dans le cadre de cette étude ont été collectées à l'aide de guides d'entretien pour les groupes de discussion (Focus group discussion) et les entretiens individuels, et d'un questionnaire individuel semi-structuré pour une enquête transversale. Cela suivant les indicateurs définis au préalable et servant à analyser en désagrégeant par sexe la perception des répondants sur les discours de haines, des rumeurs/fausses informations et de la désinformation. Les données collectées incluent des informations sur les questions relatives au renforcement de la résilience communautaire et la désinformation, les différents canaux d'identification des rumeurs, des fausses informations et des messages haineux.

Les données collectées comprennent également des réponses aux questions relatives aux indicateurs d'impacts, de renforcement de la collaboration entre les acteurs étatiques, de la société civile et communautaires pour la prévention des rumeurs et des messages de haine, d'amélioration d'accès et de partage d'informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits et de récits alternatifs qui favorisent la cohésion sociale, de soutien à la coordination et au partage d'informations sur la situation sécuritaire et les conflits intra et inter communautaires ainsi que les caractéristiques sociodémographiques des personnes interrogées.

Les données qualitatives (Focus groups et entretiens individuels) ont été collectées sur papier tandis que celles quantitatives ont été collectées en utilisant l'application Kobo collect installée sur des tablettes. Kobo collect est une application permettant de collecter les informations numérisées. Cette application permet de gérer des solutions de collecte de données mobiles et facilite le téléchargement direct dans tout logiciel de traitement et d'analyse de données statistiques tel qu'Excel, Stata, SPSS, etc. Les données ont été collectées auprès des communautés pour permettre une analyse désagrégée par sexe, par tranche d'âge, par commune, par cercle et par région. Les données collectées ont ensuite été apurées et utilisées pour développer des statistiques descriptives appropriées, l'analyse de la perception des répondants sur la désinformation. Les membres des communautés incluant des femmes, des hommes, des jeunes, des leaders communautaires, des leaders religieux, des responsables des organisations de la société civile (OSC), des Responsables média, des collectivités (mairie), services techniques de l'Etat et le Centre National d'Alerte précoce (CNAP) étaient les cibles respectives pour les entretiens individuels et les groupes de discussion pour cette enquête.

### **3.6. Caractéristiques socio-démographiques**

#### **3.6.1. Distribution d'âge en moyenne et par tranche**

La moyenne d'âge des enquêtés se situe autour de 43 ans (Figure 2). Toutefois, de façon désagrégée, au niveau de la région de Mopti, cet âge moyen est de 37 ans soit 6 ans de moins que la générale. La moyenne d'âge la plus élevée est observée dans la région de Gao avec 48 ans. Les variations entre régions en termes de moyenne d'âge sont importantes. Ainsi, pendant que la personne la plus âgée a 57 ans pour la région de Mopti, à Bamako et Gao, la personne la plus âgée a 78 ans. La personne enquêtée la plus jeune a 16 ans et est observée à Bamako.

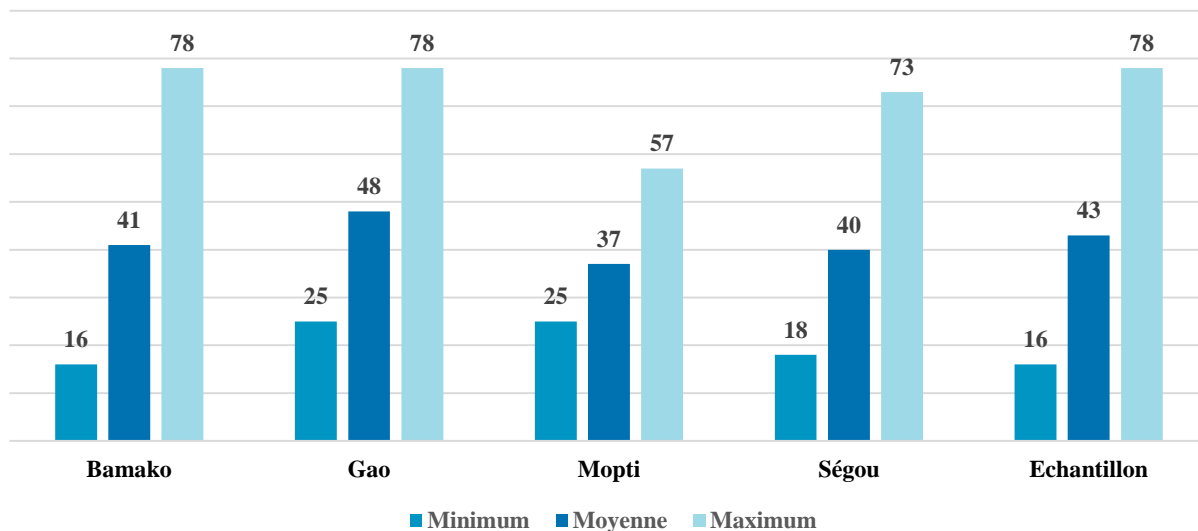


Figure 2 : Répartition des enquêtés selon l'âge moyen par région

Search utilise la stratification de tranche d'âge répartie en quatre catégories :

- 15-24 ans ;
- 25-34 ans ;
- 35-44 ans ;
- 45 ans et plus.

La présente étude se réfère sur cette stratification de tranche d'âge de la population. Ainsi, on note sur la figure 3, une répartition à des proportions inégales entre les différentes tranches d'âge avec 45 ans et plus, plus nombreuse que les autres tranches (environ 45% dont 16,5% de sexe féminin). La tranche d'âge la moins représentée dans l'échantillon est celle de 15-24 ans avec seulement 8%. Le tableau 7 présente la répartition des répondants par tranche d'âge désagrégée par sexe et par région.

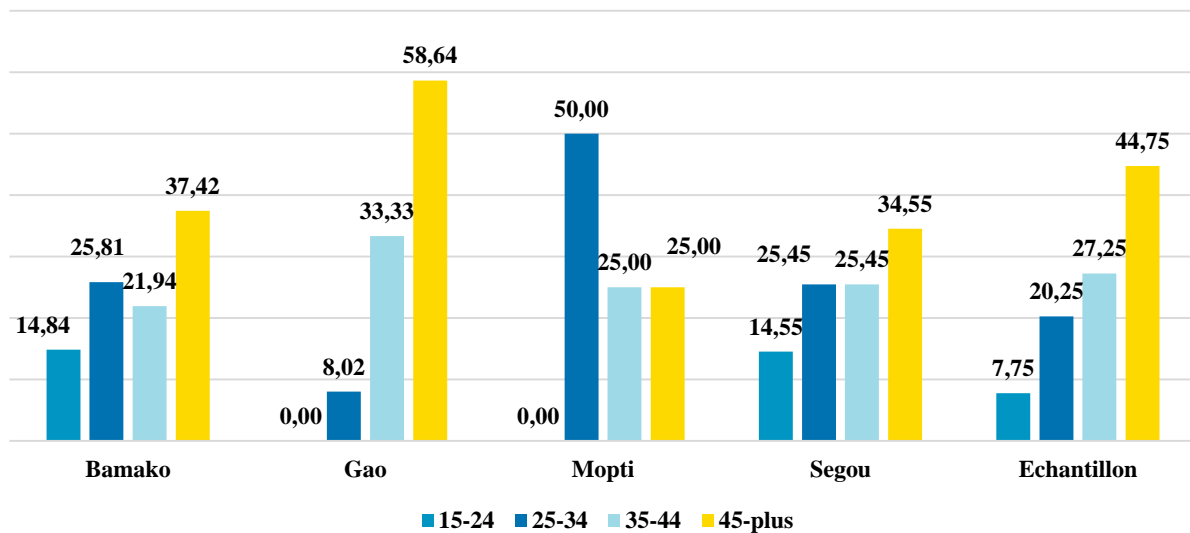


Figure 3 : Proportion (%) de la tranche d'âge par région des répondants

### 3.7. Niveau d'éducation, Statut matrimonial et appartenance à une association

20% des personnes interrogées ne sont pas instruites (Figure 4). Quant au niveau d'étude de ceux qui sont scolarisés, la tranche dominante est le niveau secondaire avec environ 22%, contre 20% et 11% pour respectivement le niveau second cycle, et premier cycle de l'enseignement fondamental et seulement 13% ont le niveau supérieur. Par ailleurs, une proportion non négligeable de répondants dont 2% et 11% sont respectivement alphabétisés et ont fait l'école coranique.

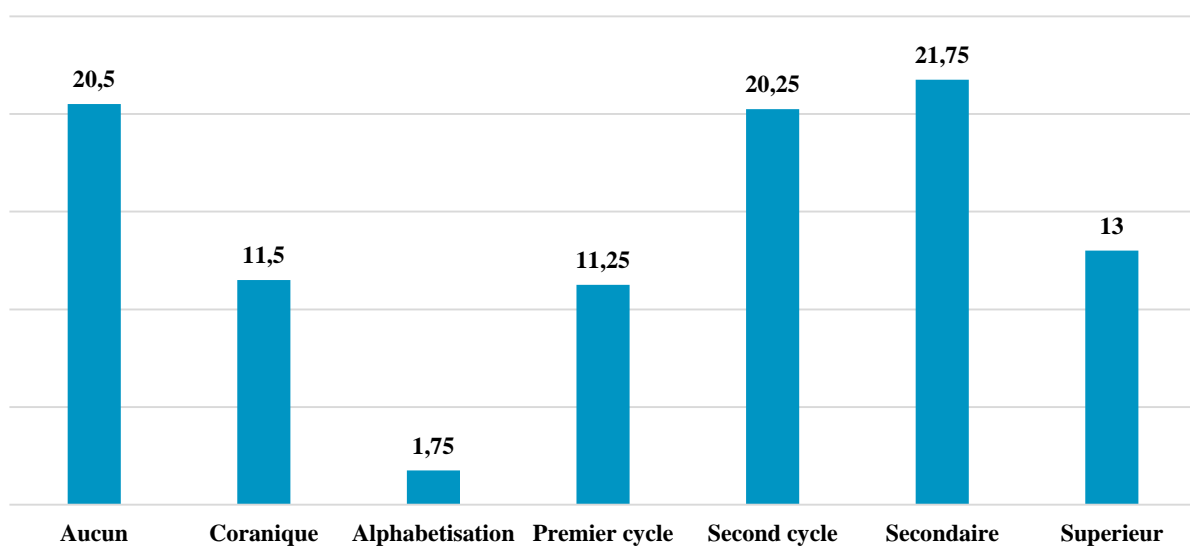


Figure 4 : Proportion (%) du niveau d'instruction des répondants

83% de la population interrogée est mariée ; une faible proportion est célibataire (11%) et le reste est composé de veufs (4,5%) et de divorcé (1,5%).

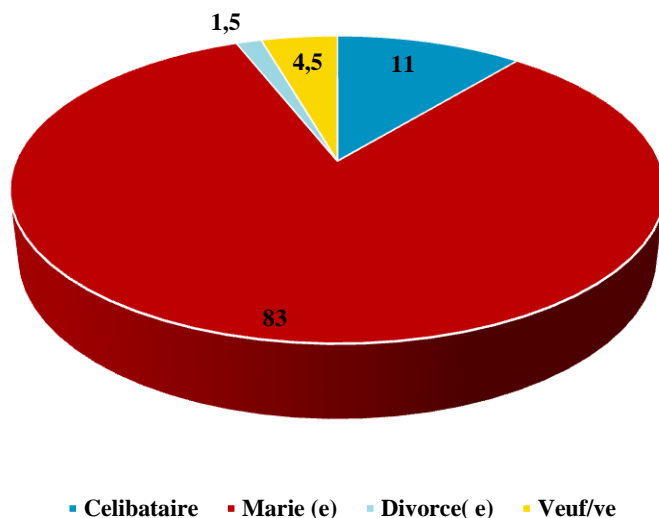


Figure 5 : Proportion (%) du statut matrimonial des répondants

La figure 6 indique que 51% des personnes interrogées sont membres d'une association. Parmi celles-ci, environ 20% sont de Gao, 18% de Bamako, 9% de Ségou et seulement 4% de Mopti.

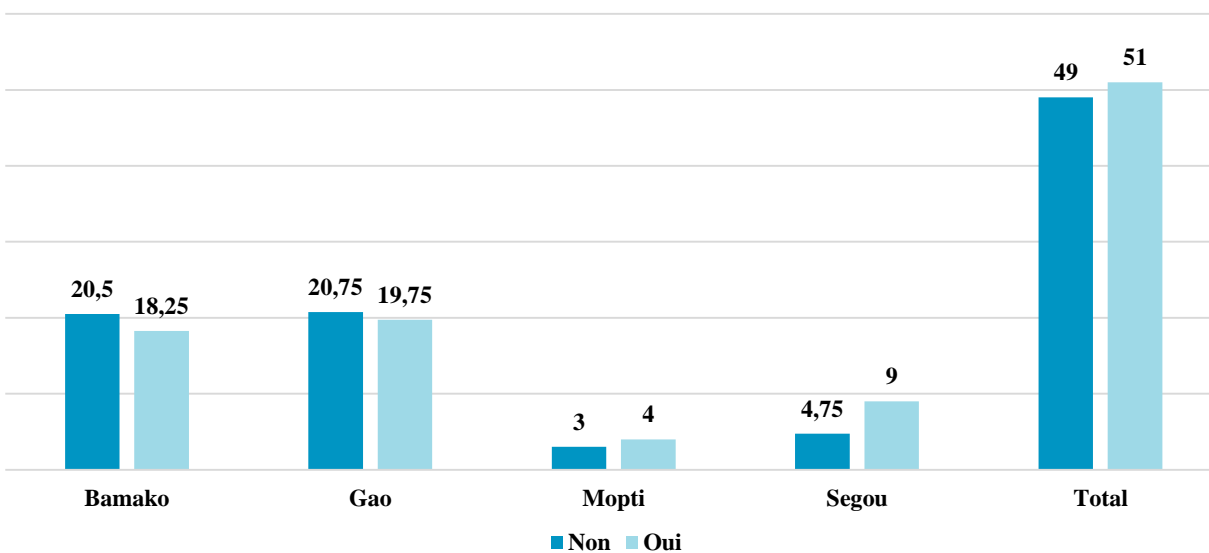


Figure 6 : Proportion (%) des répondants membres d'une organisation ou d'une association de la société civile

### 3.8. Limitations

Les principales limites de cette étude sont :

- Le contexte sécuritaire volatile et imprévisible qui a rendu difficile le déplacement dans certaines localités de la zone d'étude ;
- L'indisponibilité de certains agents de l'administration publique (préfets) et des agents des collectivités territoriales liée à la grève de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM) ayant négativement joué sur le calendrier de la collecte de données ;
- L'indisponibilité des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) à répondre aux questions.

Les limites susmentionnées n'affectent ni la qualité des données, ni l'effectivité des informations recueillies et néanmoins la portée de l'étude.

## 4. Résultats

---

Cette section présente les résultats de l'étude de base.

### 4.1. Les caractéristiques des discours de haine et de leur propagation, des fausses informations et de la désinformation.

Les discours de haine, les fausses informations et la désinformation sont perçues comme des phénomènes qui entravent à la quiétude et la cohésion sociale, et au bon à vivre ensemble.

#### 4.1.1. Description des concepts

Notons qu'à travers les entretiens individuels, en groupe ou en sondage, les discours des répondants font ressortir que :

##### 4.1.1.1. Les discours de haine

En droit international, il n'existe pas de définition du "discours de haine", et la qualification de ce qui doit être considéré comme "message haineux" est sujette à controverse.<sup>2</sup>

Selon l'ONU, le discours de haine est comme tout type de communication, qu'il s'agisse d'expression orale ou écrite ou de comportement, constituant une atteinte ou utilisant un langage péjoratif ou discriminatoire à l'égard d'une personne ou d'un groupe en raison de leur identité, en d'autres termes, de l'appartenance religieuse, de l'origine ethnique, de la nationalité, de la race, de la couleur de peau, de l'ascendance, du genre ou d'autres facteurs constitutifs de l'identité. Souvent, ces discours sont à la fois le résultat et la cause de l'intolérance et de la haine et peuvent être, dans certains cas, dénigrants et source de

---

<sup>2</sup> Stratégie et plan d'action des nations unies pour la lutte contre les discours de haine, 2019

divisions.<sup>3</sup>. De la triangulation des données collectée, il ressort que : « *les discours de haines soient comme des propos mauvais ou manquant de respect, des propos vexants, incohérents, des dires mal placés sur une personne, un groupe de personnes ou une communauté ethnique. Ces propos très péjoratifs sont de nature à diviser les communautés, à semer de la mésentente en leur sein, à déstabiliser la quiétude sociale et à entraver tout effort de cohésion sociale* ». Environ, 60,63% des répondants pensent ainsi (tableau 5 dans l'annexe).

Ces définitions permettent de penser que le discours de haine peut conduire à des suicides, lynchages, fusillades de masse, attaques par explosifs, guerres, crimes de masses et processus génocidaires (comme ceux qui a été perçue au Rwanda) comme le montrent ces témoignages : « *les discours de haines sont des messages à caractères religieux ou ethnique véhiculés pour ratisser la tension sociale* » (Un religieux, Diabali, Niono) ; « *les discours de haines poussent au mépris, au conflit et à la rivalité* ». (FGD femmes, Commune IV du District de Bamako) ; « *les discours de haine constituent des facteurs aggravant les conflits communautaires, si de façon respectueuse, la mise en place de dialogue est difficile entre les parties prenantes* » (FGD Hommes, Bankass). Ce dernier témoignage semble faire allusion au conflit intercommunautaire entre Peuls et Dogons au centre du Mali où les incitations à la haine à travers les réseaux sociaux (WhatsApp et Facebook) ont fortement contribué à l'aggravation du conflit/crise.

En effet, le droit international n'interdit pas les discours de haine en tant que tels, mais plutôt l'incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence<sup>4</sup>. L'incitation est une forme discursive particulièrement dangereuse visant explicitement et délibérément à provoquer des actes de discrimination, d'hostilité ou de violence, et pouvant également conduire à la commission d'attentats terroristes ou d'atrocités criminelles. « *le discours de haines est une forme d'expression qui incite à promouvoir ou justifier la haine sociale* » (Membre du RECOTRADE, Gao).

Des discours de haine à des actions de violence, les médias sociaux et d'autres moyens de communication servent de tribunes. Cela nous rappelle, les événements malheureux survenus à Niono en septembre 2019 où le Commissaire de Police M. TOUNKARA avait été victime du lynchage de la population Nionoise par suite d'appels à l'action de certains fanatiques. Comme pour dire que la haine prend ses quartiers sur la place publique, et peut amener les communautés à la méfiance envers les autorités. « *le discours de haine pousse la communauté à mettre dos à l'Etat et aux autorités coutumières* » (Une femme leader, Bandiagara).

Au-delà de la violence ou de l'injure, le discours de haine désigne un type de discours ou de système attaquant une personne ou un groupe de personnes sur la base de caractéristiques divers (Couleur de peau, ethnie, âge, sexe, orientation sexuelle, religion, etc.) et entrave à la quiétude sociale. Ainsi, à Ansongo,

<sup>3</sup> Action plan on hate speech de l'ONU, 2019

<sup>4</sup> Action plan on hate speech de l'ONU, 2019

région de Gao, les participantes au FGD femmes pensent que « *les discours de haines entraînent la dégradation de la stabilité sociale et permet d'attaquer une personne sur la base de caractéristiques diverses (couleur de peau, âge, sexe, etc.). Ces genres de discours provoquent le changement brusque au sein de la communauté et affectent sa stabilité sociale* ». A titre d'illustration, selon un notable du quartier du Château de Gao, dès qu'il y a un cas de braquage ou d'enlèvement de véhicule, il est très fréquent d'entendre « *C'est une peau blanche* » pour accuser et souvent à tort les tamasheqs ou les arabes.

Les discours de haine ont une incidence sur la protection des droits de l'homme, la prévention des atrocités criminelles, la prévention et la répression du terrorisme et de la propagation de l'extrémisme violent, la prévention et la répression de la violence fondée sur le genre, l'amélioration de la protection des civils et des réfugiés, la lutte contre toutes les formes de racisme et de discrimination, la protection des minorités, la pérennisation de la paix, et l'action en faveur des femmes, des enfants et des jeunes.<sup>5</sup> Les discours de haine constituent une menace pour les valeurs démocratiques, la stabilité sociale et la paix. Ils doivent être confrontés en permanence et combattus pour la quiétude et la cohésion sociale.

#### 4.1.1.2. Les fausses informations

Les fausses informations sont une notion liée aux discours de haine. Aussi appelées « fake news », elles sont la diffamation de la réalité, le mensonge, des informations basées sur des rumeurs, des informations non vérifiées, non fondées (sans base), égoïstes, de nature à diviser les communautés, à semer de la mésestente en leur sein (Environ 57,70% des répondants, voir données désagrégées par région dans le tableau 6 dans l'annexe). Elles peuvent être propagées soit pour tromper le receveur ou influencer son opinion sur un sujet ou un fait particulier. « *les fausses informations sont le fait de donner des informations intentionnelles, mensongères, des faits faux de nature à mettre les gens dos-à-dos* » (Un leader communautaire, Diabali, Niono).

Un grand nombre de fausses informations circulent sur les réseaux sociaux. Il arrive parfois que les auteurs partagent ces informations trompeuses sans faire preuve d'esprit critique, parce qu'ils pensent qu'elles sont vraies ou simplement parce qu'ils les trouvent amusantes.<sup>6</sup> Internet à travers les réseaux sociaux et les médias en ligne, est un parfait vecteur pour véhiculer les fausses informations. Derrière une fausse information, se cachent souvent des intérêts économiques, financiers ou politiques. Elle est diffusée pour manipuler l'opinion publique et l'orienter dans la direction souhaitée par le manipulateur.<sup>7</sup> Les conséquences peuvent être néfastes et inciter les receveurs à la haine, à la violence. Pour se prémunir des fausses informations, il importe d'identifier la véracité de l'information ainsi que de vérifier sa source.

#### 4.1.1.3. La désinformation

---

<sup>5</sup> Selon le rapport Stratégie et plan d'action des nations unies pour la lutte contre les discours de haine

<sup>6</sup> <https://rm.coe.int/fausses-informations/16809e3843>

<sup>7</sup> <https://www.futura-sciences.com/tech/definitions/informatique-fake-news-17092/>

Comme les fausses informations, la désinformation est une notion liée aux discours de haine. En triangulant les informations issues de nos investigations, la désinformation est l'attribution à un fait produit, une interprétation en déphasage avec son contenu ; le fait de manquer la vraie information et de se faire le plaisir d'informer néanmoins (Environ 51,02% des répondants, tableau 7 dans l'annexe). La désinformation est un processus de communication qui consiste à utiliser les médias pour transmettre des informations partiellement erronées dans le but de tromper ou d'influencer l'opinion publique et de l'amener à agir dans une certaine direction. Le témoignage ci-après corrobore avec cet état de fait : « *la désinformation est le fait de dénaturer une information de nature à créer la psychose dans une société* » (Un leader religieux, Niono).

Selon Volkoff (1997), dans son ouvrage intitulé "Petite histoire de la désinformation" (1997), "La désinformation est une manipulation de l'opinion publique, à des fins politiques, avec une information traitée par des moyens détournés". « *la désinformation est la création intentionnelle, en pleine conscience et le partage délibéré d'informations fausses afin de tromper une ou plusieurs personnes dans le dessein de troubler la quiétude sociale* » (leader communautaire de la société civile, Gao). « *la désinformation est la dénaturalisation des faits pour un intérêt personnel* » (FGD Jeunes, San). De l'analyse de ces descriptions, il ressort que la désinformation est toujours véhiculée dans le but d'un intérêt quelconque de celui ou celle qui est à la source de sa diffusion.

#### **4.1.2. Facteurs engendrant les discours de haine, les fausses informations et la désinformation :**

Plusieurs facteurs peuvent engendrer des discours de haine, des fausses informations et la désinformation. Selon les résultats des entretiens individuels ou en groupe, les facteurs les plus cités sont :

- Les mauvaises sources d'information ;
- La discrimination ;
- Le radicalisme et la méchanceté ;
- L'incivisme au sens de la non-participation citoyenne ;
- L'analphabétisme et l'insuffisance de communication ;
- La mauvaise gouvernance ;
- La recherche d'intérêt personnel et la volonté de nuire à une personne, un groupe de personnes ou une communauté ;
- L'égoïsme et la pauvreté structurelle ;
- Les mauvaises interprétations des faits ;
- Autres.

La figure 7 donne les proportions des facteurs susmentionnés engendrant les discours de haine, les fausses informations et la désinformation.

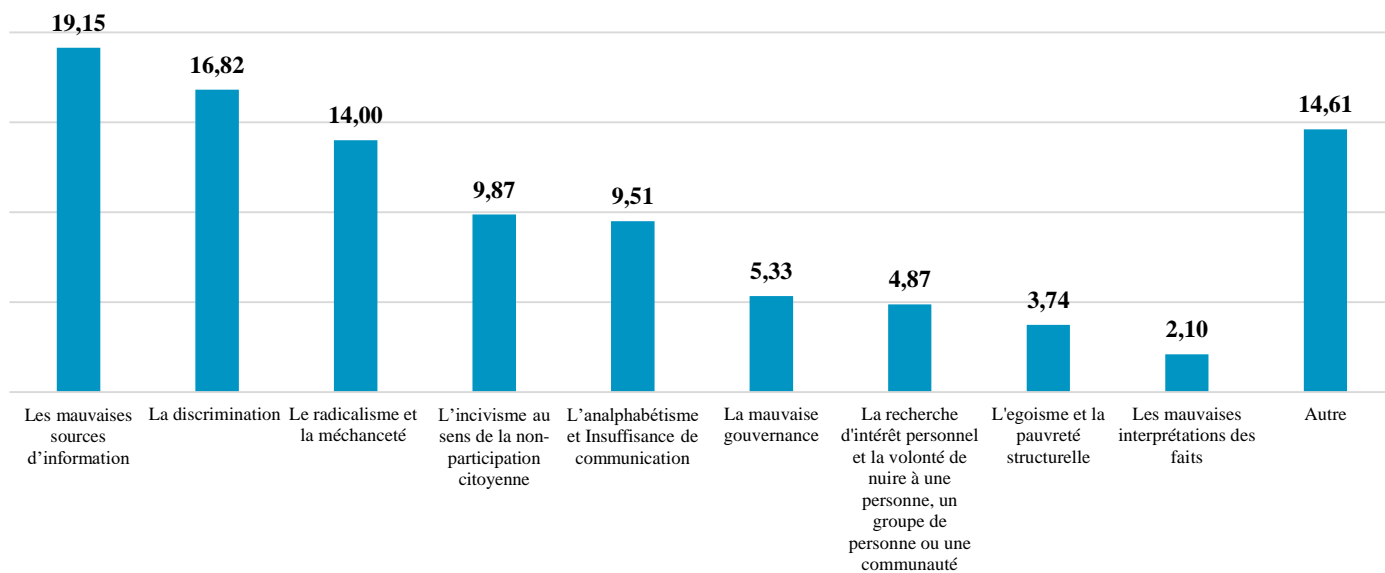


Figure 7 : Proportion des facteurs susmentionnés engendrant les discours de haine, les fausses informations et la désinformation

Certains témoignages recueillis lors de la collecte de données démontrent ces états de fait.

Selon un leader des confessions religieuses à Diabali : « *le radicalisme, la méchanceté ; la volonté de nuire ou de créer la tension sociale, de dresser les communautés, les unes contre les autres sont les facteurs engendrant les discours de haines, les fausses informations et la désinformation* ».

A San, les jeunes pensent que « *la recherche d'intérêt et la volonté de nuire amènent à agir dans le sens des discours de haines, des fausses rumeurs et de la désinformation* » témoignage tiré du FGD Jeune.

Segue-Ire, Bandiagara, un conseiller au chef de village trouve que « *Certaines personnes cherchent à diffuser des informations sans les vérifier et cela a de nature à semer la haine, le désaccord ou la querelle au sein de la communauté et par la suite, détruire le tissu social* ».

#### 4.1.3. Les acteurs contribuant à la propagation des discours de haines, des fausses informations, et la désinformation

Les discours de haine, les fausses informations et la désinformation sont généralement propagés à travers les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, Instagram, Tik-tok, etc.) selon [91,5%], et bouche à oreille selon [83,25%] des répondants . Parfois les radios de proximité et les médias en ligne sont cités parmi les acteurs propagateurs des concepts susmentionnés [75,5%].

Les acteurs qui contribuent à leurs propagations sont nombreux et peuvent se résumer à :

- Certains leaders politiques ;
- Certains leaders d'association en quête de promotion ;
- Certains journalistes, présentateurs/animateurs mal formés ;
- Certains activiste et blogueurs sur les réseaux sociaux ;
- Des personnes rancunières de certains faits.

Le manque de formation adéquate et de professionnalisme, l'incivisme, le manque de sensibilisation allant dans le sens de la quiétude sociale seraient les causes de l'implication de ces acteurs dans la propagation des discours de haine, des fausses informations et la désinformation.

Globalement, les types de discours de haine, de la diffamation et de désinformation tenus et qui peuvent susciter la révolte d'une personne, d'un groupe ou d'une communauté se résument à :

- Des insultes, des injures, des dénigrements et d'agressions racistes et ethniques (34% des répondants, figure 27 dans l'annexe) comme en témoignent certains répondants : « *j'ai été verbalement agressé par un touareg qui m'a traité d'esclave* » ; « *j'ai été traité d'esclave noir* » (Habitants de Gao, Saneye) ; « *des propos calomnieux ont été tenus à l'endroit de mon ethnie* » (Habitant de San) ; « *j'ai été traité d'intégriste, de personne radicale* » (Habitante de Bamako, Commune 4).
- De complicité de djihadisme (Environ 4% des répondants) : « *j'ai été accusé d'avoir collaboré avec un djihadiste* » (Habitante de Bamako, Commune 4).
- D'accusation de vol ou de détournement (Environ 18% des répondants), « *j'ai été accusé de détournement de fonds collectés auprès des fidèles lors des prière de vendredi ou lors des fêtes* » (Habitante de Bamako, Commune 4).
- D'opinions révolues de leaders excluant la femme dans le règlement et la gestion de conflit (Environ 1% des répondants). Le témoignage ci-après corrobore avec cet état de fait : « *Plusieurs leaders religieux pensent que les femmes ne doivent participer ou du moins donner leurs opinions sur la gestion de conflit* ». (Habitante de Gao).

A côté des éléments susmentionnés, des discours concernant « *la désobéissance à un sage* », « *l'accusation à tort d'envoûtement, de sorcellerie ou de mort de proche* » (Habitante de Bamako, Commune 6) ; « *d'auteur de vandalisme* » (Bamako, Commune 4) ; « *Accusation de de mauvaise gouvernance et de malversation* » (Habitante de Bamako, Commune 6) ont également été tenus à l'égard des répondants.

#### **4.1.4. Cartographie des mécanismes, dispositifs et initiatives de gestion des rumeurs, de lutte contre la désinformation et d'alerte précoce existants au niveau local, régional et national.**

Les systèmes d'alerte précoces (SAP) sont des mécanismes permettant de fournir des informations crédibles facilitant la prise de décision au niveau régional et national en matière de sécurité et de la protection des civils. De l'analyse des données collectées dans la zone d'enquête, il ressort qu'il existe principalement trois mécanismes, dispositifs et initiatives de gestion des rumeurs, de lutte contre la désinformation et d'alerte précoce. Il s'agit :

- Du mécanisme d'alerte précoce,
- Du mécanisme de prévention et gestion des conflits et
- Du mécanisme de gestion des rumeurs et de la désinformation.

Les informations collectées révèlent que globalement, les mécanismes d'Alerte Précoce et de gestion des rumeurs et de la désinformation sont très peu connus dans les communautés bénéficiaires du projet : seulement 29% des répondants connaissent le mécanisme d'alerte précoce et 17% pour le mécanisme de gestion des rumeurs et de la désinformation. Par contre le mécanisme de prévention et gestion des conflits est le dispositif le plus connu et apprécié par les populations : environ 53% des communautés ont affirmé avoir connaissance du mécanisme de Prévention et gestion des conflits. Ceci est confirmé par un responsable du CNAP « *les mécanismes connus sont appréciés par les communautés* ».

En effet depuis 2012, le Mali vit une crise avec de très nombreuses violences terroristes et interethniques. Les conséquences de cette crise multiforme ont donné lieu au mécanisme de prévention et gestion des conflits. Ce mécanisme est fortement implanté à travers des comités mis en place jusqu'au niveau des villages et quartiers. Les membres de ces comités de prévention et de gestion des conflits ont bénéficié de sessions de renforcement de leurs capacités à travers des projets/programmes.

Il convient de signaler tout de même que la fonctionnalité de ces comités reste fortement liée à l'accompagnement des partenaires (prise en charge des frais de communication et de carburant, etc). Une remarque importante est que, l'analyse indique majoritairement que les jeunes et les femmes sont parties prenantes dans les mécanismes de SAP. Les résultats des enquêtes prouvent d'ailleurs que les jeunes et les femmes jouent un rôle central dans la fourniture des informations au CNAP (Cf. figure 16).

De façon désagrégée, les figures 8, 9 et 10 présentent respectivement les proportions (%) des répondants connaissant les mécanismes d'alerte précoce, de prévention et de gestion des conflits et les mécanismes de gestion des rumeurs et de la désinformation existant dans la zone d'intervention du projet.

De façon désagrégée par région, environ 64% des répondants ont affirmé avoir connaissance des mécanismes d'alerte précoce dans la région de Mopti comparés à seulement 13% de Bamako (figure 7).

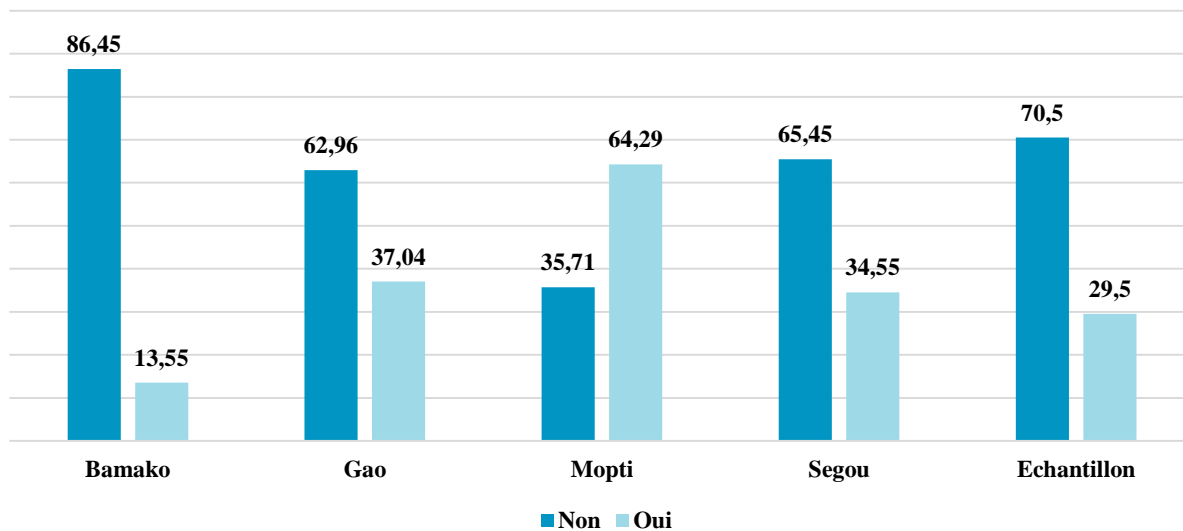


Figure 8 : Proportion (%) des répondants connaissant les mécanismes d’alerte précoce existant dans la zone d’intervention du projet par région

Environ 93% des personnes interrogées ont répondu “Oui” quant à la question relative à la connaissance des mécanismes de prévention et gestion des conflits dans la région de Mopti (figure 8).

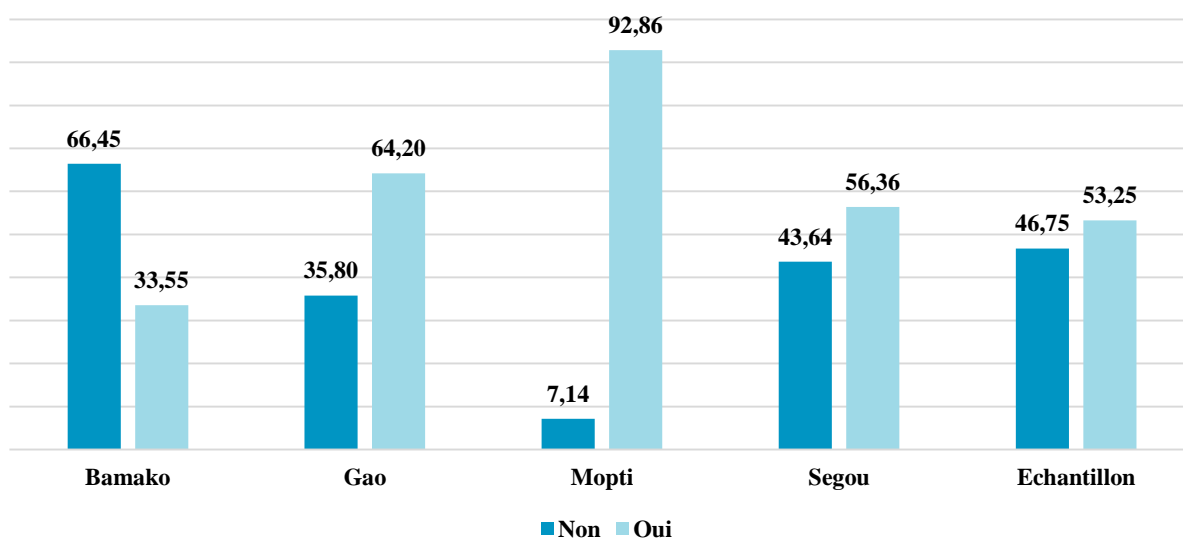


Figure 9 : Proportion (%) des répondants connaissant les mécanismes de prévention et gestion des conflits existant dans la zone d’intervention du projet par région

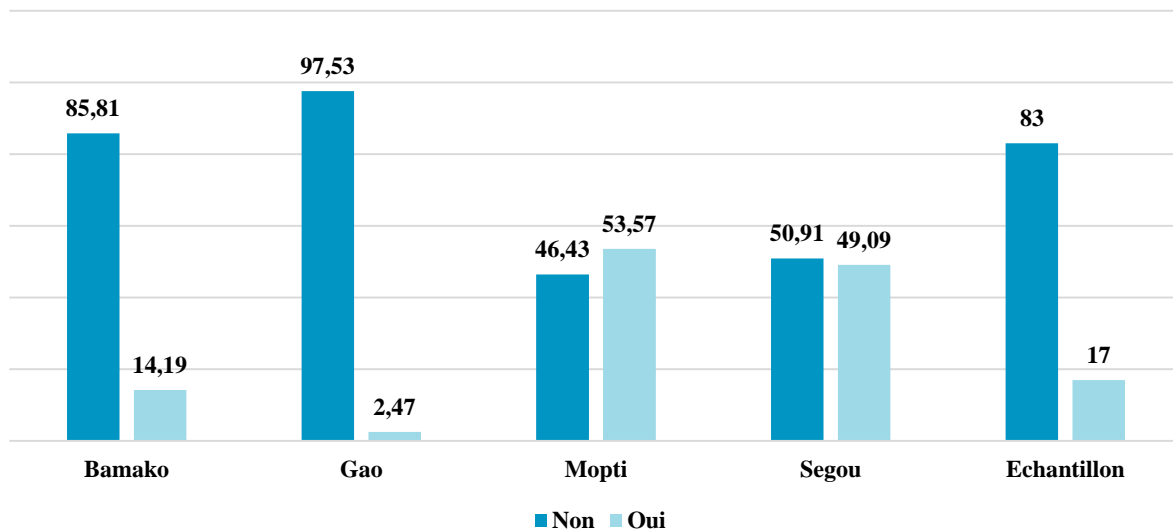


Figure 10 : Proportion (%) des répondants connaissant les mécanismes de gestion des rumeurs et de la désinformation existant dans la zone d'intervention du projet par région

Le Centre National d'Alerte Précoce est l'organe chargé de la gestion des mécanismes de SAP. Créé en 2017, le CNAP a pour mission principale de collecter les informations et des données sur l'ensemble des défis de la sécurité humaine en général, avec comme thématiques privilégiées la sécurité, l'extrémisme violent, le terrorisme. S'y ajoutent le crime et la criminalité transfrontalière, la migration, l'environnement, la santé et la gouvernance. Et ce afin « d'analyser et de pouvoir donner des notes, des rapports ou des fiches d'alerte aux gouvernants ». Il est directement rattaché à la Primature du Mali et siège à Bamako. Ce centre collecte et analyse des informations relatives aux mécanismes susmentionnés. L'analyse des informations indique majoritairement que les jeunes et les femmes sont parties prenantes dans les mécanismes de SAP.

Le CNAP n'est pas encore implanté dans les régions et cercles. Ce sont essentiellement les jeunes, les femmes et d'autres personnes ressources qui constituent des relais, des contacts, des sources de fourniture des informations du CNAP sur le terrain. Ils collectent les informations, les acheminent au CNAP pour traitement et analyse. A cet effet, le centre s'est doté d'experts dans différents domaines ayant conçu des outils de collecte et d'analyse spécifiques. A l'issue de cette analyse, le CNAP remonte les informations à la primature à travers un rapport avec des recommandations spécifiques pour les structures concernées. Notons que les mécanismes du Système d'Alerte Précoce (SAP) ont permis la prise de décrets, d'arrêtés pour endiguer certains faits parmi lesquels la cybercriminalité au Mali. Les individus reconnus coupables de ces faits sont punis conformément à la loi en vigueur.



#### 4.1.5. Identification des canaux de partage d'information (rumeurs, fausses informations, messages haineux) sur la situation sécuritaire et la gestion de l'information

Les canaux identifiés permettant de véhiculer les rumeurs, les fausses informations et les messages haineux sont variés. Les principaux canaux identifiés sont : de bouche à oreille, les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, Instagram, Tik-Tok etc.), les marchés, les grains, les lieux de tontines, les radios et autres médias telle la télévision ou encore les médias en ligne.

Les personnes interrogées dans le cadre de l'étude de base ont indiqué que les réseaux sociaux sont les canaux véhiculant les rumeurs, les fausses informations et les messages haineux dans 91,5% de cas, de bouche à oreille pour 83,25% de cas, les radios et autres médias pour 75,5% de cas, les médias en ligne (Malijet, Maliweb, etc.) pour 51,25% de cas. La figure 11 donne un aperçu des tendances des canaux d'identification des rumeurs, des fausses informations et des messages haineux.

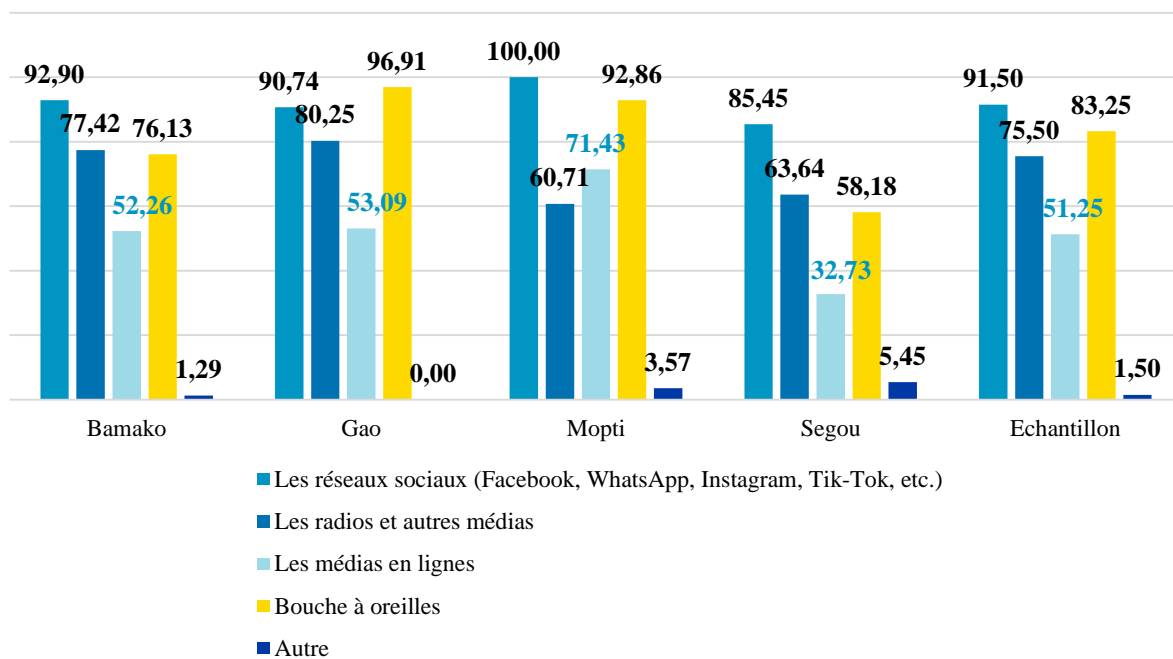


Figure 11 : Proportion (%) des répondants par région concernant les canaux d'identification des rumeurs, des fausses informations et des messages haineux.

Les réseaux sociaux tels Facebook, WhatsApp, Instagram, Tik-Tok etc. semblent fortement contribuer à la propagation des rumeurs, des fausses informations et des messages haineux. A la faveur de l'éclatement du conflit intercommunautaire (entre Peuls et Dogons) dans la région de Mopti (s'élargissant dans la région de Ségou), suivis des attaques des villages de part et d'autre, les agents des services sociaux de bases, abandonnèrent leurs postes et se repliaient au niveau des chefs-lieux de cercle ou de

région. Celle-ci a certainement été une source de motivation pour certains à inciter aux représailles à travers WhatsApp et Facebook pouvaient être constatés. Celles-ci semblaient de nature à aggraver le conflit/crise.

Les types de discours dont les répondants ont été victimes, ont été résumés dans la section description des discours de haine ou un habitant à Gao avait témoigné en ces termes « *j'ai été verbalement agressé par un touareg qui m'a traité d'esclave noir* ». Pour rappel, les types de discours de haine, de la diffamation et de désinformation tenus globalement sont :

- Des insultes, des injures, des dénigrements et d'agressions racistes et ethniques ;
- De complicité de djihadisme ;
- D'accusation de vol ou de détournement ;
- D'opinions révolues de leaders excluant la femme dans le règlement et la gestion de conflit.

#### **4.1.6. Le niveau de référence des indicateurs de performance du projet**

##### **4.1.6.1. Attitude critique vis à vis des fausses informations, des rumeurs et des messages de haine**

Une attitude critique vis-à-vis d'une information peut être définie comme la volonté manifeste de chercher la véracité, la fiabilité et la crédibilité d'une information au moment de la posséder. Quand une personne reçoit une information, il va de soi qu'elle vérifie la fiabilité et la crédibilité de sa source avant de s'en servir.

Les tendances relatives à une attitude critique vis-à-vis des fausses informations, des rumeurs et des messages de haine varient d'une région à une autre et sont faibles globalement. De façon désagrégée par région, les tendances sont de 47% d'attitude critique vis-à-vis des fausses informations, des rumeurs et des messages de haine à Ségou, 41% à Bamako, 39% à Mopti et 32% à Gao.

Globalement, 38% des personnes interrogées ont démontré une attitude critique vis-à-vis des fausses informations, des rumeurs et des messages de haine. En guise de témoignage, une répondante à Niono avance ces propos « *Moi, je me réserve mais la plupart des gens se laissent influencer aux rumeurs, aux fausses informations et aux messages haineux* ». « *Je reste serein et calme en cherchant à vérifier la véracité de l'information* » (Leader communautaire, CIV, Bamako).

Les répondants n'adoptent aucune attitude critique vis-à-vis des fausses informations, des rumeurs et des messages de haine représentent 62% des cas.

Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que plus de la moitié des communautés interrogées semblent se servir des informations non fiables, ou du moins, sans chercher sa crédibilité, sa véracité. La proportion des personnes ayant une attitude critique paraît majoritairement des leaders communautaires et des

ambassadeurs de Search ayant une connaissance des notions de la désinformation. En effet, les ambassadeurs ont été les personnes ressources et points d'entrée dans la communauté cible de l'enquête. En dehors du projet, les leaders communautaires ont une connaissance globale des choses du fait de leur rôle dans la zone. La figure 12 présente les tendances sur les attitudes critiques des répondants par région de la zone d'étude.

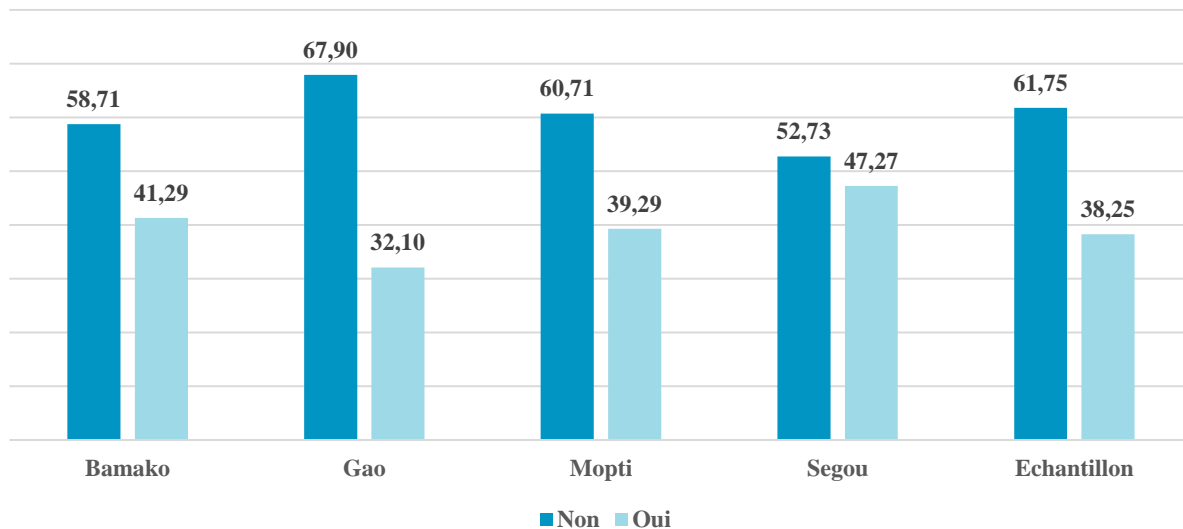


Figure 12: Proportion (%) des répondants par région démontrant une attitude critique vis à vis des fausses informations, des rumeurs et des messages de haine.

La figure 13 indique qu'environ le quart (27%) des personnes interrogées ont affirmé être victimes des discours de haine, des fausses informations et de la désinformation. Parmi celles-ci, 50% n'ont rien fait comme action, 12% se sont plaints auprès de parents de la ou des personnes ayant tenu ces propos, 11% ont tenté de se faire justice soi-même. Seulement, près de 3% se sont plaints auprès des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et sont du District de Bamako et 1% a répondu à travers les réseaux sociaux et autres médias (Mopti).

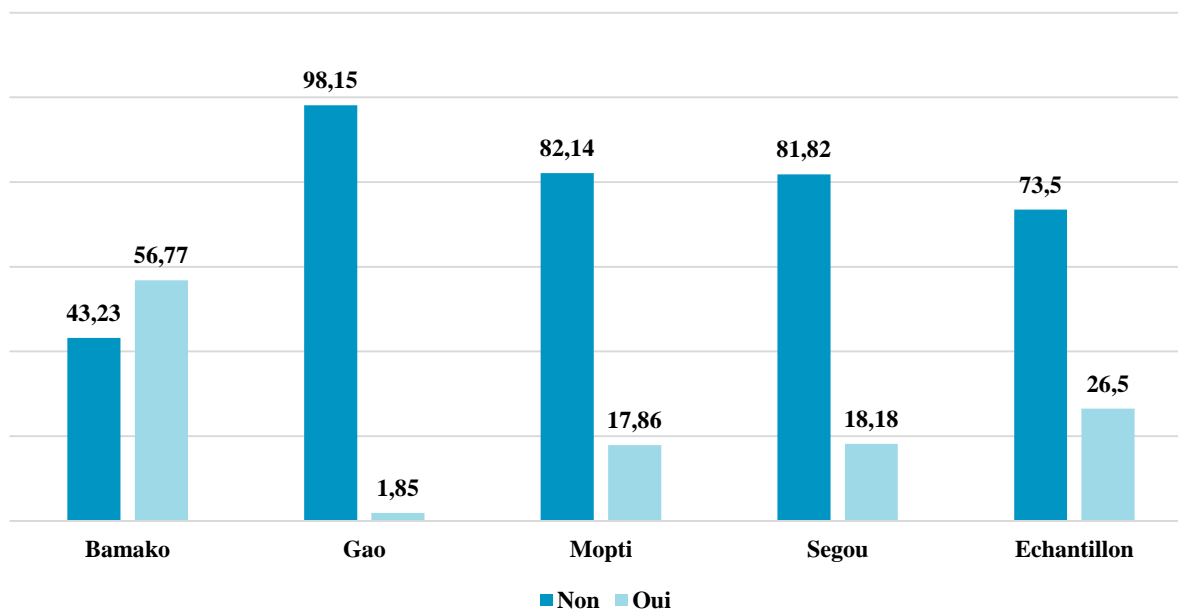


Figure 13 : Proportion (%) des répondants par région ayant été victime de discours de haine, des fausses informations et de la désinformation.

#### 4.1.6.2. Etat de collaboration des acteurs dans la prévention et la gestion des rumeurs, des fausses informations et des messages de haine

##### *Etat de collaboration entre les acteurs étatiques, les acteurs de la société civile, les membres de la communauté dans la prévention et la gestion des rumeurs, des fausses informations et des messages de haine*

La figure 14 présente l'état de collaboration entre les acteurs étatiques, les acteurs de la société civile, les membres de la communauté dans la prévention et la gestion des rumeurs, des fausses informations et des messages de haine. Les résultats montrent une tendance de mauvaise collaboration entre les acteurs dans la région de Gao et le District de Bamako avec respectivement 83% et 39% de répondants qui choisissent cette tendance. Contrairement cette collaboration paraît bonne dans les régions de Mopti et Ségou avec des proportions respectives de 60,71% (dont, 7,14% ont déclaré l'état de la collaboration entre les acteurs 'Très bon' et 53,57% 'Bon') et 74,55% (dont 1,82% 'Très bon' et 72,73% 'Bon').

Globalement, les analyses révèlent que sur un échantillon de 400 personnes interrogées, 32,25% (dont 1% pour 'Très bon' et 31,25% pour 'Bon') ont affirmé l'existence d'un bon état de collaboration entre les acteurs étatiques, les acteurs de la société civile, les membres de la communauté dans la prévention et la gestion des rumeurs, des fausses informations et des messages de haine. 54% pensent que cette collaboration est mauvaise contre 13,75% pour autre (Aucune idée, Pas au courant de son existence, Rien à signaler ou Rien n'est fait dans ce sens, etc.). Le témoignage d'un leader communautaire vient soutenir le fait que la collaboration ne soit pas perçue comme positive pour une majorité dans les zones de l'étude

: « Il n'y a pas de vraie collaboration en matière d'information entre l'Etat et la société civile pour qu'on puisse endiguer les phénomènes de discours de haine, des fausses rumeurs et de désinformation. En effet, chaque partie cherche son intérêt ». Cependant, un responsable pense « qu'il y a une petite collaboration entre l'Etat et la communauté à travers le Ministère de la Réconciliation Nationale ».

Depuis 2012, la crise multidimensionnelle affectant le Mali, a pris des dimensions inquiétantes avec de très nombreuses violences terroristes et interethniques. La plupart des villages dans les zones de conflit sont en proie aux attaques d'hommes armés. Les conséquences de cette crise multiforme ont donné lieu à un abandon de poste par les agents des services sociaux de bases, qui se repliaient au niveau des chefs-lieux de cercle ou de région. Cette situation a ouvert une brèche à travers laquelle les groupes armés d'obédiences djihadistes se sont infiltrés et s'installent dans ces zones abandonnées par l'Etat.

Ces groupes armés imposent des règles qui sont par la suite devenues difficiles à respecter pour les populations. Cet état de fait a certainement créé une méfiance des populations vis-à-vis de l'Etat au point de détériorer la collaboration avec sa population. En effet, bon nombre de gens semblent se sentir abandonnés par l'État qui parfois n'arrive pas à assurer leur sécurité et qui ne communique pas convenablement avec eux.

Les détails concernant la collaboration entre les acteurs dans la zone d'étude se trouvent dans la figure 14.

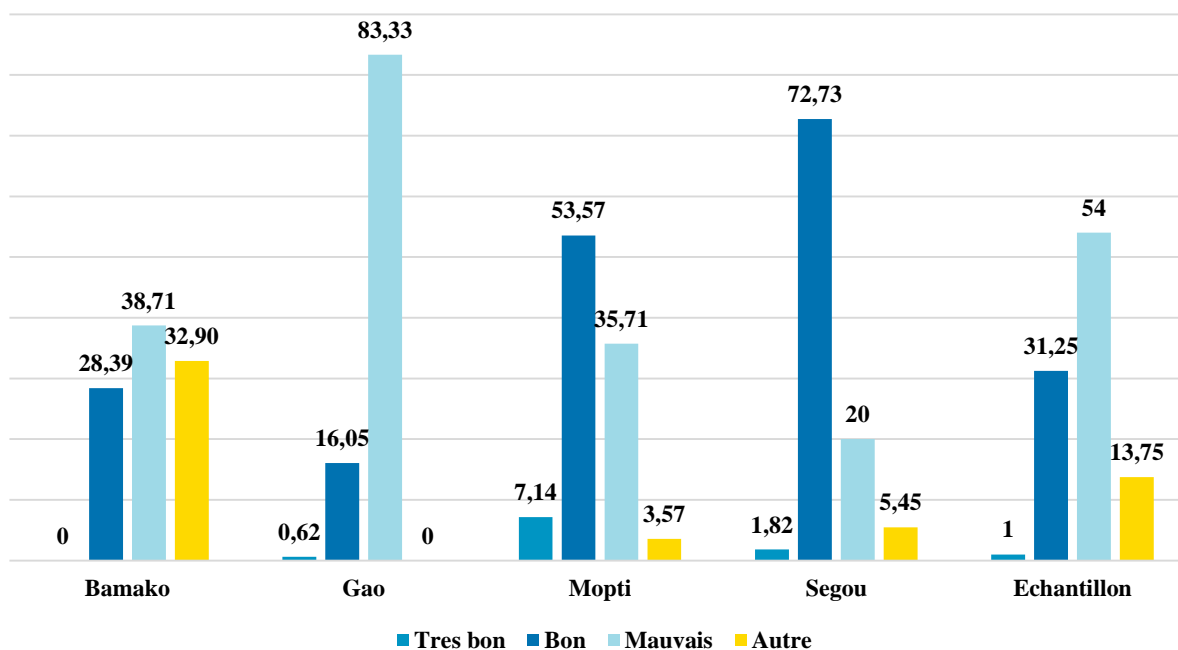


Figure 14 : Proportion (%) des répondants par région sur l'état de la collaboration entre les acteurs dans la zone d'étude

*Etat de collaboration intra et intercommunautaire dans la prévention et la gestion des rumeurs, des fausses informations et des messages de haine*

La figure 15 présente les tendances de la collaboration intra et intercommunautaire dans la prévention et la gestion des rumeurs, des fausses informations et des messages de haine. 55% des répondants se sont prononcés pour la mauvaise collaboration entre les membres d'une même communauté contre 33% (dont 1% pour la très bonne collaboration) pour la bonne collaboration intra-communautaire. La collaboration intercommunautaire suit les mêmes tendances que celles intracommunautaires dans la prévention et la gestion des rumeurs, des fausses informations et des messages de haine avec environ 54% de réponses affirmant la mauvaise collaboration.

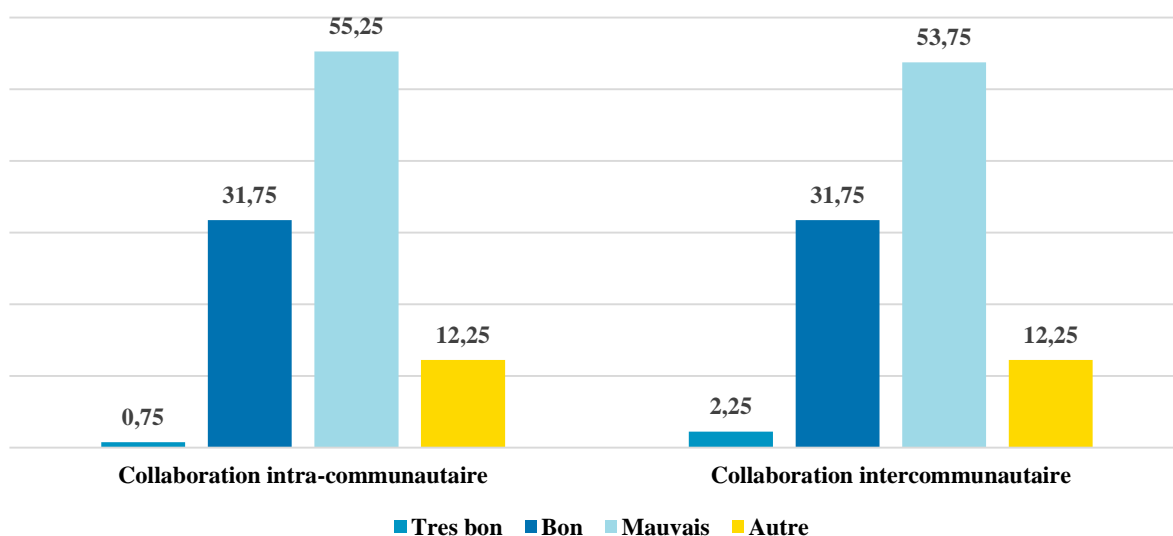


Figure 15 : Etat de la collaboration intra et intercommunautaire dans la prévention et la gestion des rumeurs, des fausses informations et des messages de haine par région.

A la question de savoir si les communautés avaient reçu une formation sur la prévention et la lutte contre les rumeurs et les discours haineux, 95% des personnes interrogées affirment ne pas avoir bénéficié/reçu de formations sur ces thématiques. Seulement 5% des personnes interrogées confirment avoir bénéficié d'une formation et cela à travers des structures non gouvernementales comme parmi lesquelles on peut citer : MINUSMA, ONU FEMME, AMAPROS, SIF (Secours Islamique France), ONG AZHAR, FAO.

De façon désagrégée, 16% des répondants de Ségou ont affirmé avoir reçu de formation sur la prévention et la lutte contre les rumeurs et les discours haineux, 14% dans la région de Mopti et 3% dans le District de Bamako. Le détail des proportions par région est indiqué dans la figure 16 ci-dessous.

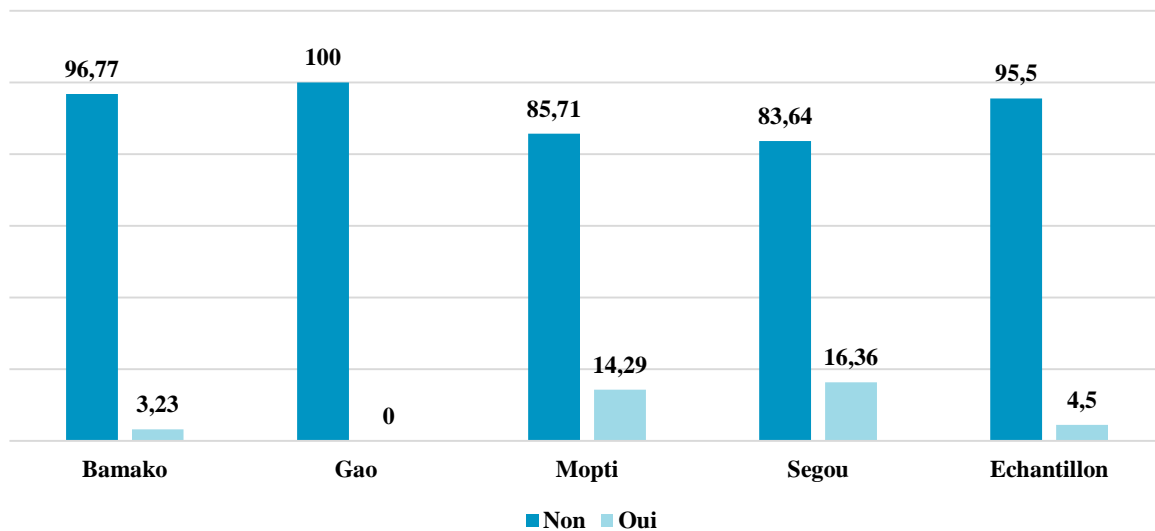


Figure 16 : Proportion (%) des répondants par région ayant bénéficié/reçu de formations sur la prévention et la lutte contre les rumeurs, les discours haineux.

Globalement, les potentielles communautés bénéficiaires du projet n'ont pas reçu de formation sur la prévention et la lutte contre les rumeurs, les discours haineux. Toutefois, elles ont des pratiques spécifiques/endogènes pour combattre ces phénomènes. Ainsi, 41% des répondants ont affirmé cela. Les pratiques endogènes consistent à :

- la demande parfois de preuves concrètes, tangibles et crédibles ;
- la sensibilisation de la population sur les risques et les dangers de la mauvaise information, de la fourniture des informations non fondées ;
- la vérification de l'information auprès de la chefferie en cas de doute ;
- l'instauration du dialogue et de la communication entre les membres d'une communauté ;
- l'organisation de cadre d'échange, de concertation, d'écoute, de médiation des parties prenantes autour des rumeurs, des fausses informations et de la désinformation pour les hautes autorités.

La mise en œuvre de ces pratiques permet de créer un climat de confiance au sein de la communauté et de prévenir ses membres sur des conflits. Par ailleurs, la mise en place d'une synergie d'action permet de combattre les rumeurs, les fausses informations et la désinformation. La figure 17 présente la proportion (%) de répondants ayant déclaré avoir des pratiques spécifiques/endogènes pour combattre des rumeurs, des discours haineux et la désinformation.

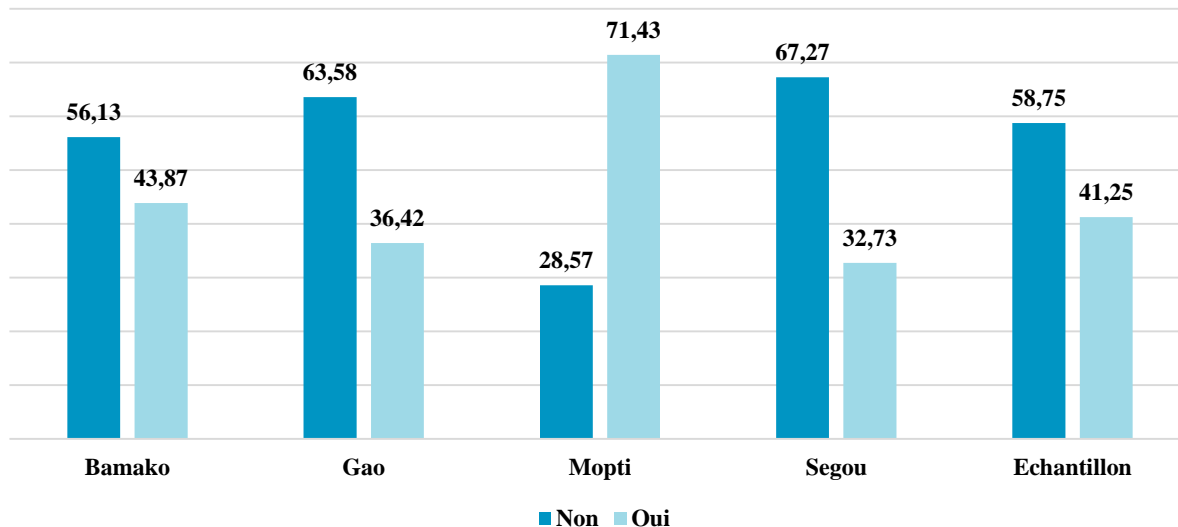


Figure 17 : Proportion (%) des répondants par région ayant déclaré avoir des pratiques spécifiques/endogènes pour combattre des rumeurs, des discours haineux et la désinformation.

#### *Accès à des informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits*

Sur la figure 18, les tendances montrent que plus de la moitié des personnes interrogées n'ont pas accès à des informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits dans les régions d'intervention du projet. Ces tendances sont de 45% (dont 16% de femmes) à Ségou, 43% (dont 11% de femmes) à Mopti et Gao ferme la marche avec 32% (dont 12% de femmes). Contrairement à ces régions, les enquêtes révèlent que les répondants du District de Bamako ont accès à des informations vérifiées, accès à des informations crédibles avec une proportion de 59%. Le témoignage d'un responsable du CNAP confirme ces résultats ; « *Les populations ont accès à des informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits à travers les canaux d'identification des informations qui les véhiculent tels les réseaux sociaux, les radios, les journaux* ».

De façon globale, près de 47% des personnes interrogées dans le cadre de cette étude ont affirmé avoir accès à des informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits contre 53% d'avis contraires dans la zone d'étude.

L'accessibilité à une information vérifiée, crédible et sensible aux conflits nécessite un bon réseautage, une bonne analyse des informations reçues par des experts. Cela semble normal que Bamako ait la plus grande proportion puisque c'est la capitale et donc le nœud des informations. En effet, toutes les informations sont recensées à Bamako, analysées pour leur fiabilité et crédibilité avant d'être propagées dans les autres localités du pays. Les détails sur l'accessibilité à des informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits sont indiqués sur la figure 18.

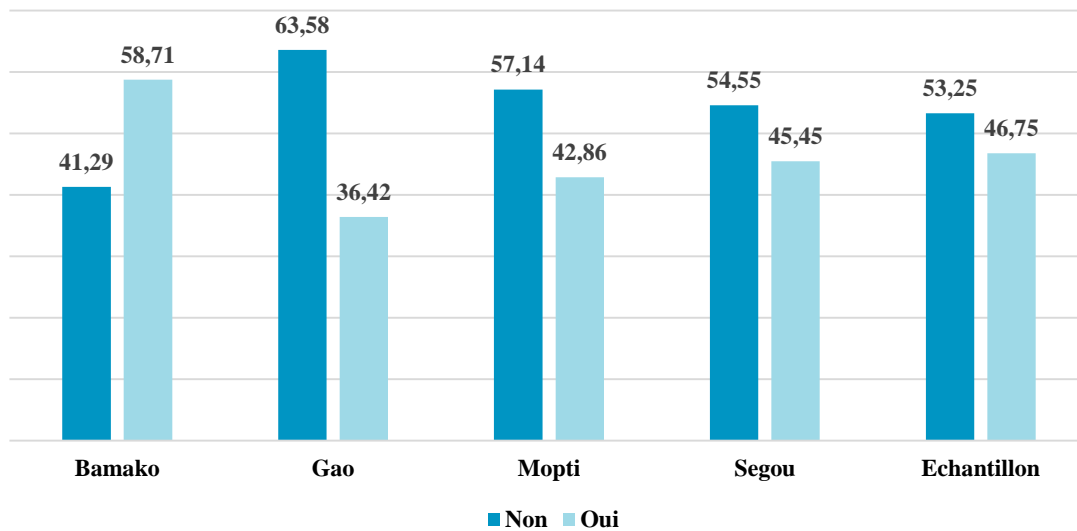


Figure 18 : Proportion (%) des répondants par région ayant affirmé avoir « Accès à des informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits dans les régions d'intervention du projet ».

Sur la figure 19, l'analyse révèle que parmi les répondants ayant affirmé avoir accès à des informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits (46,75%, voir figure 18), environ 58% ont répondu les avoir reçues de façon fréquente, 13% de manière très fréquente et enfin 29% de façon rare. Les tendances désagrégées par région, de réception des informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits se trouvent dans la figure 19.

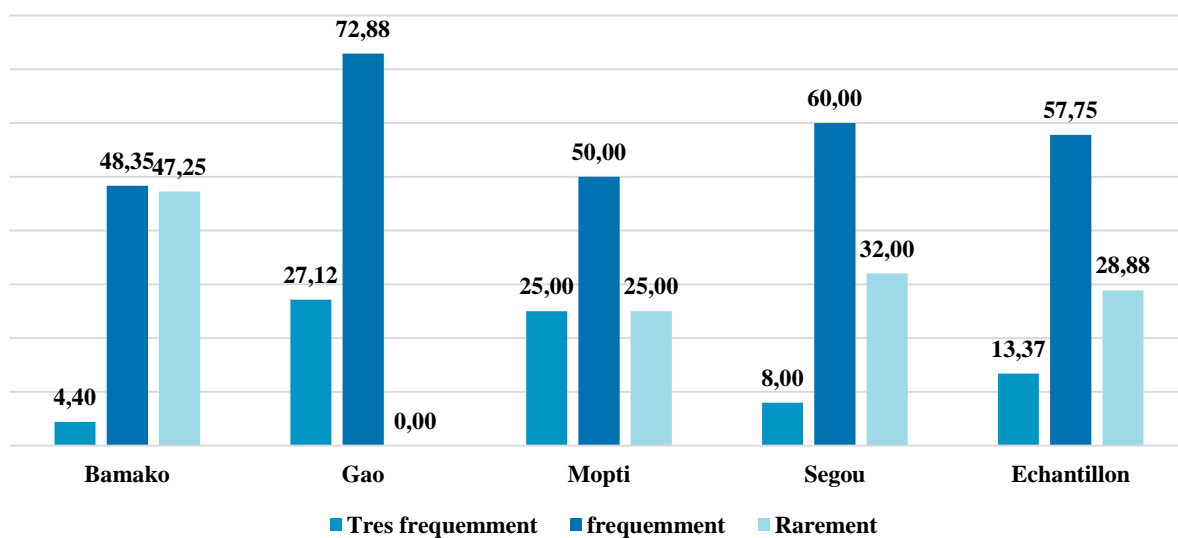


Figure 19 : Proportion (%) par région de la fréquence de réception des informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits

*Attitudes favorables par rapport à la cohésion sociale*

Les résultats issus de l'analyse révèlent que les tendances sont des attitudes défavorables par rapport à la cohésion sociale et varient d'une région à une autre. Les tendances pour une attitude favorable à la cohésion, sont de 46% (dont 21% de femmes) pour Mopti, 44% (dont 21% de femmes) pour Bamako, 40% (dont 18% de femmes) pour Ségou et seulement 32% (dont 10% de femmes) pour Gao. Globalement, 39% (dont 16% de femme) des répondants ont affirmé avoir une attitude favorable à la cohésion sociale contre 61% de cas défavorables.

La crise qui sévit au Mali a fait déchirer le tissu social mettant les communautés dos-à-dos. Des stratégies, telles que l'organisation de dialogues communautaires, des campagnes de sensibilisation allant dans le sens de la gestion des conflits et de la consolidation de la paix afin de préserver la cohésion sociale sont nécessaires. Ce dialogue permettra à ces communautés de se remettre en cause et de les conscientiser par rapport à l'importance que la paix et la cohésion sociale occupent/peuvent engendrer en leur sein.

Les détails concernant l'attitude favorable se trouvent sur la figure 20.

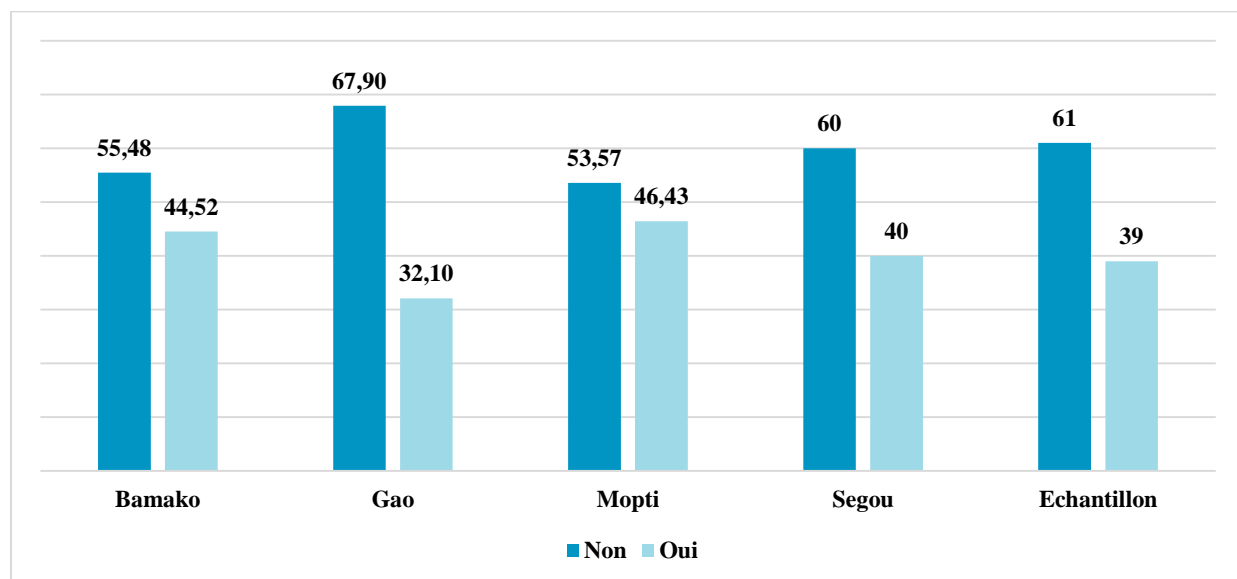


Figure 20 : Proportion (%) des répondants par région démontrant une attitude favorable par rapport à la cohésion sociale

**4.1.7. Autorités civiles ciblées affirmant que les SAP mis en place contribuent à leur fournir des informations crédibles qui facilitent leur prise de décision au niveau régional et national en matière de sécurité et de protection des civils**

*Contribution des SAP à la fourniture des informations crédibles facilitant la prises de décision au niveau régional et national dans le domaine de la sécurité et de la protection des civils*

Sur les figures 21, 22 et 23, nous pouvons apercevoir l'état de perception des communautés ayant connaissance des mécanismes du SAP (Alerte précoce 29,5% des répondants, Prévention et gestion des conflits 53,25% des répondants, Gestion des rumeurs et de la désinformation 17% des répondants). Ainsi, 95% (dont 47% de très bon et 48% de bon) des répondants ayant affirmé avoir connaissance du mécanisme d'alerte précoce, ont une bonne perception sur ledit mécanisme (Figure 21).

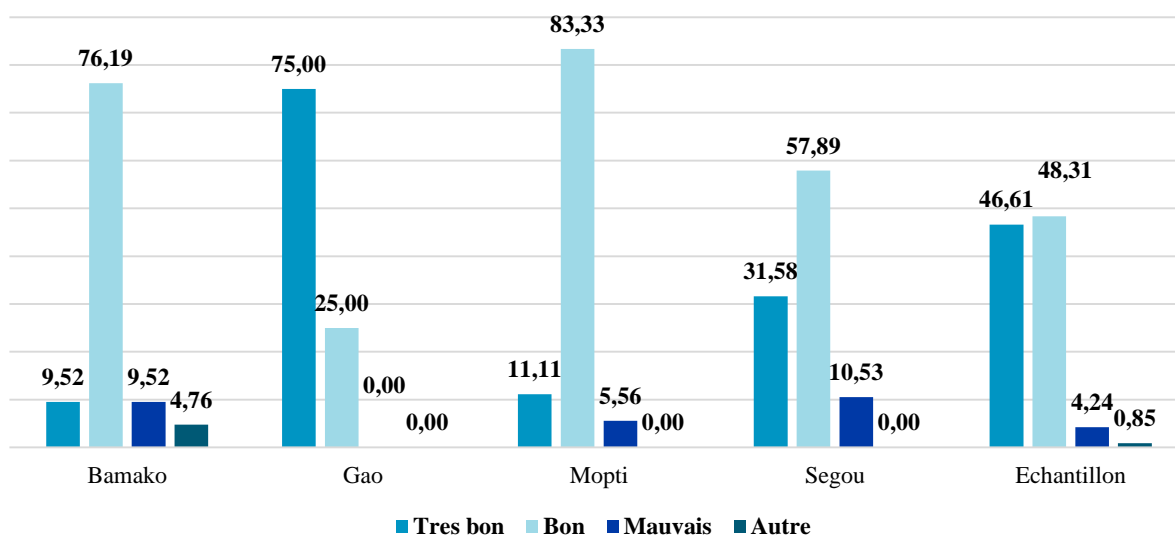


Figure 21 : Proportion (%) par région de perception du mécanisme "d'Alerte précoce" par les communautés

Environ 75% (dont 7,04% très bon et 68,08% bon) des répondants connaissant le mécanisme de prévention et gestion des conflits le perçoivent comme une bonne chose (Figure 22).

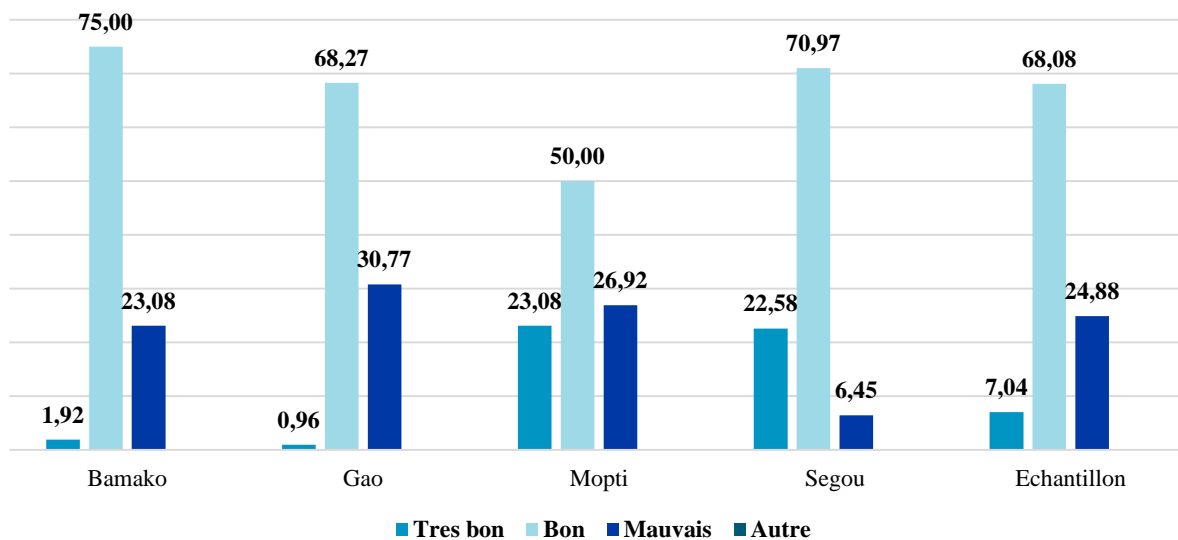


Figure 22 : Proportion (%) par région de perception du mécanisme "Prévention et gestion des conflits" par les communautés

Pour le mécanisme de gestion des rumeurs et de la désinformation, environ 84% (dont 8,82% très bon et 75% bon) des répondants qui ont dit le connaître ont affirmé que son existence est une bonne chose (Figure 23).

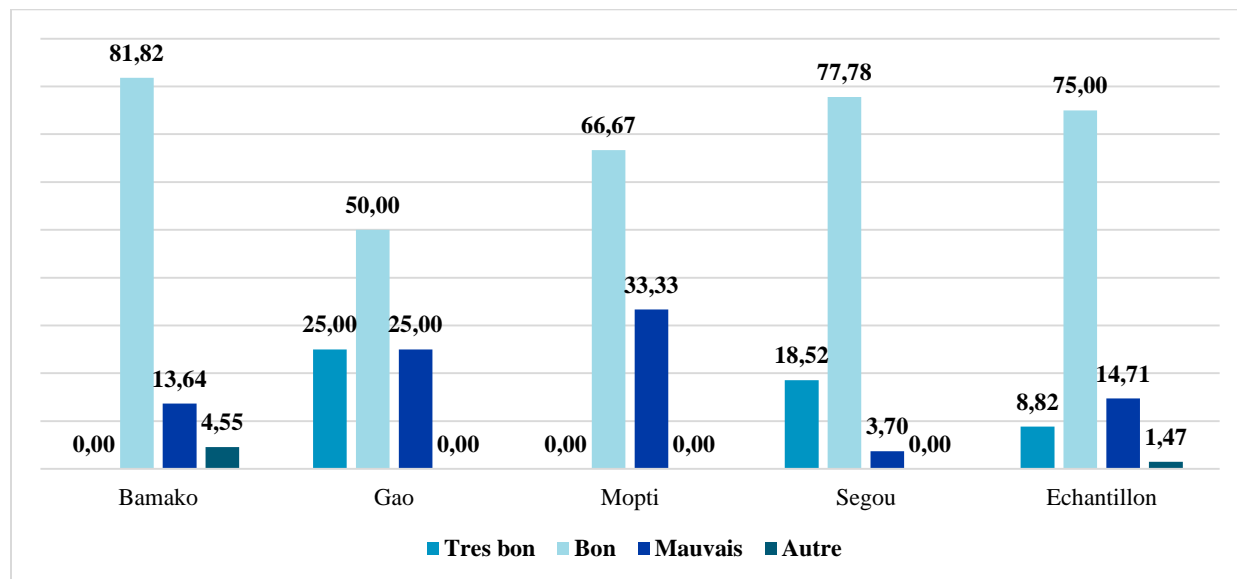


Figure 23 : Proportion (%) par région de perception du mécanisme "Gestion des rumeurs et de la désinformation" par les communautés

Ceux qui ont une bonne perception des mécanismes susmentionnés pensent qu'il permet de prévenir et de gérer les conflits et les rumeurs dans le but de préserver la cohésion sociale. Cependant, ceux qui le trouvent mauvais ne sont pas au courant de son fonctionnement.

Les résultats issus de cette étude indiquent que les SAP ne contribuent pas à fournir des informations crédibles dans la plupart des régions d'étude. A part la région de Mopti, les répondants des autres régions Ségou et Gao et dans le District de Bamako trouvent que les mécanismes de SAP ne contribuent pas à fournir des informations, avec respectivement 58% de cas, 62% et 65%. En effet, les répondants de Mopti ont affirmé un avis contraire (79% de cas en faveur d'une contribution des SAP à la fourniture des information). Globalement, 60% des répondants (dont 29% de femmes) ont déclaré que les SAP ne contribuent pas à la fourniture des informations crédibles permettant de faciliter la prise de décision dans le domaine de la sécurité et de la protection tandis que 40% ont affirmé l'avis contraire.

Ces résultats pourraient être expliqués par le fait que les mécanismes du SAP sont peu connus ou du moins pas connus par les communautés. Il importe donc, la mise en place de ces mécanismes et une vaste campagne de sensibilisation à l'endroit des communautés sur les bienfaits des mécanismes de SAP.

La figure 24 présente les résultats issus de l'analyse des informations collectées sur la contribution des SAP à la fourniture des informations crédibles.

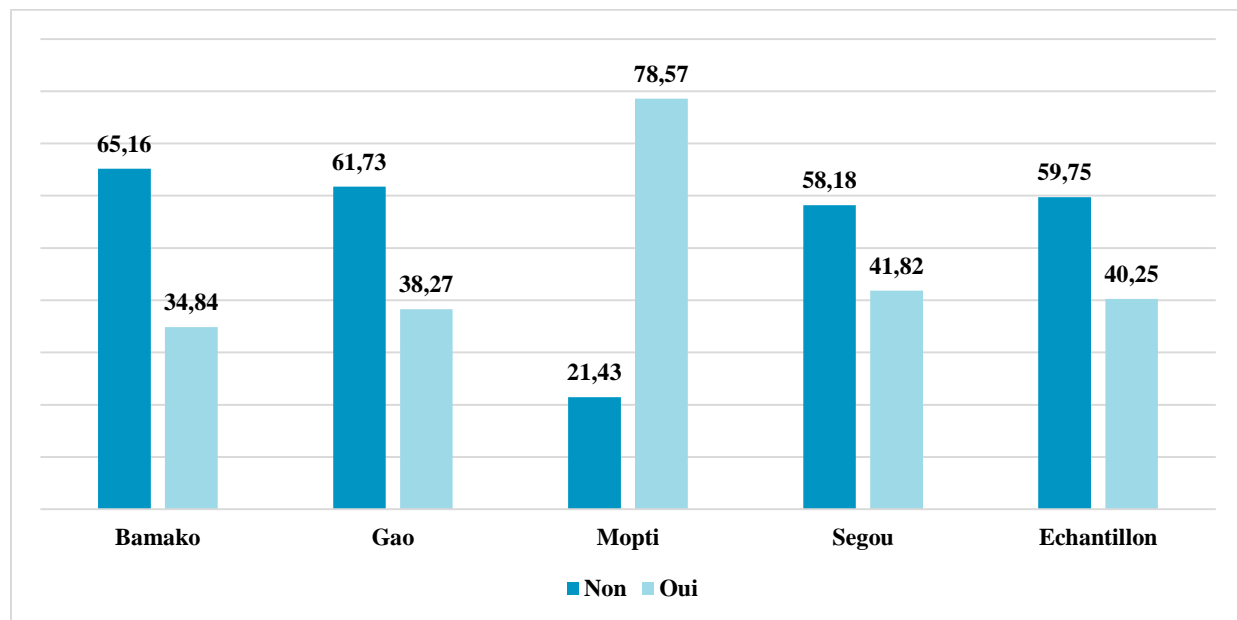


Figure 24 : Proportion (%) par région de la contribution des SAP à la fourniture des informations crédibles facilitant la prises de décision au niveau régional et national dans le cadre de la sécurité et de la protection des civiles.

Les communautés bénéficiaires ayant répondu lors des enquêtes individuelles ont affirmé que les jeunes et les femmes sont parties prenantes des mécanismes du Système d'Alerte Précoce (SAP) existant avec respectivement 58% et 42% de cas (Figure 25).

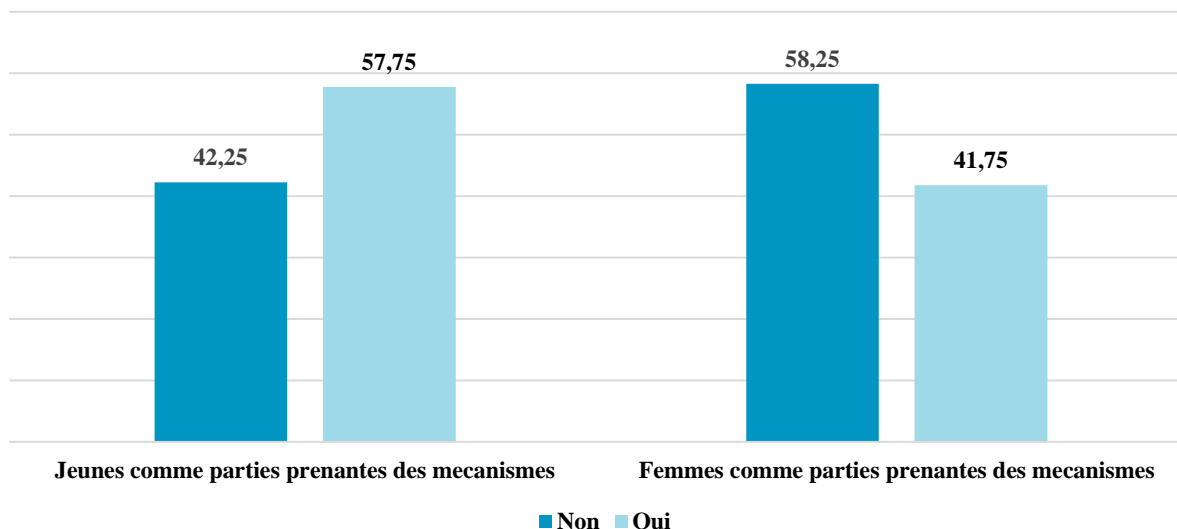


Figure 25 : Proportion des jeunes et des femmes prenant part aux mécanismes existant dans les zones d'intervention par les communautés

Les jeunes et les femmes jouent un rôle central dans la fourniture des informations. Le CNAP n'étant pas encore implanté dans les régions, ce sont essentiellement les jeunes, les femmes et d'autres personnes ressources qui constituent ses relais, ses contacts et ses sources de fourniture des informations sur le terrain. Ils collectent les informations, les acheminent au CNAP pour traitement et analyse.

*Etat de coordination et de partage des informations entre les acteurs (étatiques, membres de la société civile et de la communauté, médias) sur la situation sécuritaire afin de prévenir ou de répondre aux conflits inter et intra-communautaires*

Globalement, l'état de coordination et de partage des informations entre les acteurs est plus ou moins bon avec des proportions de 48% pour une mauvaise coordination contre 39% pour une bonne coordination et de partage des informations entre acteurs (dont 1,5% pour très bon). De façon désagrégée par région, cet état paraît mauvais à Gao comparativement aux autres localités avec 77% de cas contre seulement 22% à Mopti. Les détails sont présentés sur la figure 26.

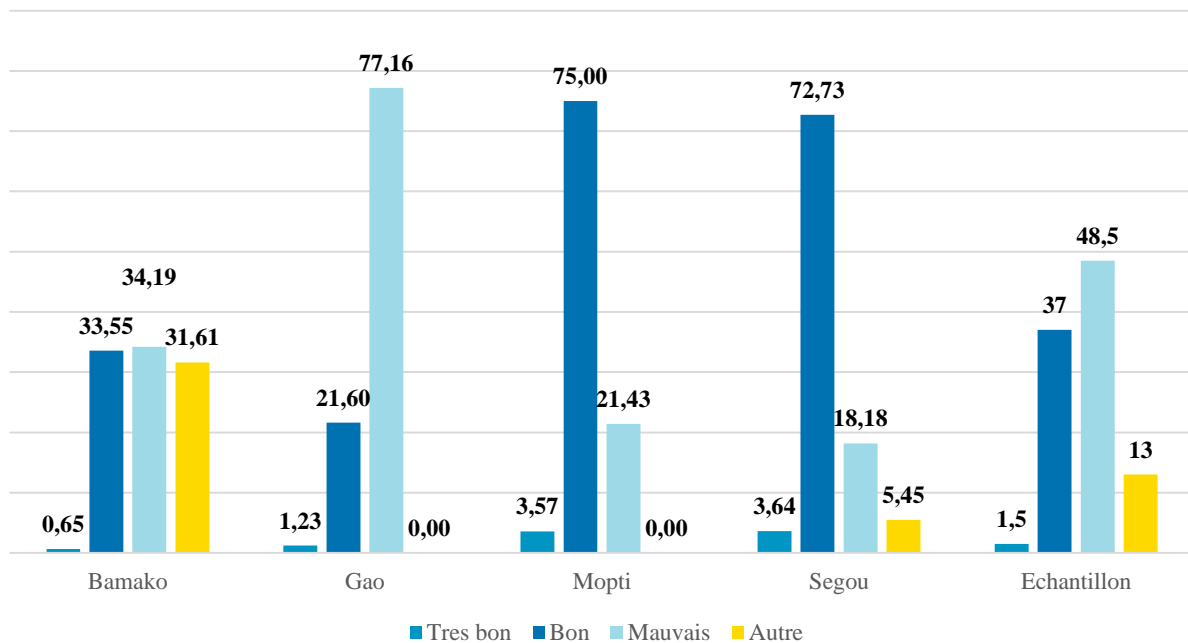


Figure 26 : Proportion (%) des répondants par région sur l'état de la coordination entre les acteurs dans la zone d'étude

#### 4.1.8. Récapitulatif des indicateurs du projet :

Le tableau 4 renseigne les indicateurs assignés au projet. 38,25% des personnes interrogées ont démontré une attitude critique vis-à-vis des fausses informations, des rumeurs et des messages de haine. 32% des membres de la communauté et des acteurs étatiques et de la société civile ont indiqué qu'il existe une collaboration accrue pour la gestion des rumeurs et la lutte contre la désinformation. Cette proportion se répartit comme suit : 1% et 31,25% des répondants pensent que cet état est respectivement « Très bon » et « Bon »

Tableau 4 : Tableau de réalisation des indicateurs du projet

Indicateurs du projet	Baseline du projet
Objectif Global : <i>renforcer la résilience communautaire à la désinformation dans les régions du Nord et du Centre du Mali afin d'améliorer la prévention des conflits et la situation sécuritaire</i>	
<b>Indicateur d'impacts</b>	
% des personnes interrogées démontrant une attitude critique vis à vis des fausses informations, des rumeurs et des messages de haine	<b>38,25%</b>
<b>Indicateur Objectif Spécifique 1 (OS1 : Renforcer la collaboration entre les acteurs étatiques, de la société civile et communautaires pour la prévention des rumeurs et des messages de haine)</b>	
% des membres de la communauté et des acteurs étatiques et de la société civile rapportant une collaboration accrue pour la gestion des rumeurs et la lutte contre la désinformation.	<b>32,25%</b>
<b>Indicateur Objectif Spécifique 2 (OS2 : Améliorer l'accès et le partage d'informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits et de récits alternatifs qui favorisent la cohésion sociale)</b>	
% des personnes interrogées affirmant avoir accès à des informations vérifiées, crédibles et sensibles au conflit	<b>46,75%</b>
% des personnes interrogées qui démontrent des attitudes favorables par rapport à la cohésion sociale	<b>39,00%</b>
<b>Indicateur Objectif Spécifique 3 (OS3 : Soutenir la coordination et le partage d'informations sur la situation sécuritaire et les conflits intra et inter communautaire)</b>	
% des autorités civiles ciblées affirmant que les SAP mis en place contribuent à leur fournir des informations crédibles qui facilitent leur prise de décision au niveau régional et national en matière de sécurité et de protection des civils	<b>40,25%</b>

## 5. Conclusion

---

A l'issue des analyses de cette étude de base, on peut retenir comme principales évidences que :

La moyenne d'âge des enquêtés se situe autour de 43 ans. Le plus âgé des répondants a 78 ans et se trouve à Gao tandis que le moins âgé habitant Bamako a 16 ans.

Les tranches d'âge ont été réparties en trois catégories : 15-40 ans, 41-60 ans et 61 ans et plus. On note que 45 ans et plus, sont plus nombreux que les autres tranches (environ 45% dont 16,5% de sexe féminin). La tranche d'âge la moins représentée dans l'échantillon est celle de 15-24 ans avec seulement 8%.

20% des personnes interrogées ne sont pas instruites. Pour ceux qui sont scolarisés, la tranche dominante est le niveau secondaire avec environ 22%, contre 20% et 11% pour respectivement le niveau second cycle premier cycle de l'enseignement fondamental et 13% pour le niveau supérieur. 2% et 11% des répondants sont respectivement alphabétisés et ont fait l'école coranique.

83% de la population interrogée est mariée, une faible proportion est célibataire (11%) et le reste est composé de veufs (4,5%) et de divorcé (1,5%).

Pour la description et la cartographie des discours de haine, des fausses informations et la désinformation, les discours des répondants, qu'ils soient en entretiens individuels, en groupe ou en enquêtes individuelles, font ressortir que :

**Le discours de haine** est comme tout type de communication, qu'il s'agisse d'expression orale ou écrite ou de comportement, constituant une atteinte ou utilisant un langage péjoratif ou discriminatoire à l'égard d'une personne ou d'un groupe en raison de leur identité, en d'autres termes, de l'appartenance religieuse, de l'origine ethnique, de la nationalité, de la race, de la couleur de peau, de l'ascendance, du genre ou d'autres facteurs constitutifs de l'identité. De la triangulation des données issues des entretiens individuels, en groupe ou en enquêtes individuelles dans la zone d'étude, il ressort que « *sont décrits comme des propos mauvais ou manquant de respect, des propos vexants, incohérents, des dire mal placés sur une personne, un groupe de personnes ou une communauté ethnique. Ces propos très péjoratifs sont de nature à diviser les communautés, à semer de la mésentente en leur sein, à déstabiliser la quiétude sociale et à entraver tout effort de cohésion sociale*

**Les fausses informations** sont la diffamation de la réalité, le mensonge, des informations basées sur des rumeurs, des informations non vérifiées, non fondées (sans base), égoïstes, de nature à diviser les communautés, à semer de la mésentente en leur sein.

**La désinformation** est l'attribution à un fait produit, une interprétation en déphasage avec son contenu ; le fait de manquer la vraie information et de se faire le plaisir d'informer néanmoins.

Les analyses ont révélé que plusieurs facteurs peuvent engendrer les concepts susmentionnés. Parmi ces facteurs, nous pouvons citer : le radicalisme, la méchanceté, la discrimination, l'incivisme au sens de la

non-participation citoyenne, la mauvaise gouvernance, les mauvaises sources d'information et d'interprétations des faits, etc.

Globalement, les types de discours de haine, de la diffamation et de désinformation tenus et qui peuvent susciter la révolte d'une personne, d'un groupe ou d'une communauté se résument à des insultes, des injures, des dénigrement et d'agressions racistes et ethniques comme en témoignent certains répondants ; de complicité de djihadisme ; d'accusation de vol ou de détournement ; d'opinions révolues de leaders excluant la femme dans le règlement et la gestion de conflit.

Globalement, les discours de haine, des fausses informations et la désinformation sont propagés à travers les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, Instagram, Tik-tok, etc.), bouche à oreille, les *grins*, les lieux de tontine, radios de proximité etc.

Le manque de formation adéquate et de professionnalisme, l'incivisme, le manque de sensibilisation allant dans le sens de la quiétude sociale seraient les causes de l'implication des acteurs dans la propagation des discours de haine, des fausses informations et la désinformation.

Concernant l'indicateur d'impact du projet, 38,25% des répondants ont démontré une attitude critique vis-à-vis des fausses informations, des rumeurs et des messages de haine comparé à 61,75% des répondants pour non critique. Environ 24% des personnes interrogées ont affirmé être victimes de discours de haine, de fausses informations et de la désinformation. Parmi ceux-ci, 50% n'ont rien fait comme action, 12% se sont plaints auprès de parents de la ou des personnes ayant tenu ces propos, 11% ont tenté de se faire justice soi-même. Seulement, près de 3% se sont plaints auprès des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et 1% a répondu à travers les réseaux sociaux et autres médias.

Les analyses ont révélé que 32,25% (dont 1% pour 'Très bon' et 31,25% pour 'Bon') des répondants ont affirmé qu'il y a un bon état de collaboration entre les acteurs étatiques, les acteurs de la société civile, les membres de la communauté dans la prévention et la gestion des rumeurs, des fausses informations et des messages de haine. 54% trouvent que cette collaboration est mauvaise contre 13,75% pour autre.

Pour l'accès à des informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits, 46,75% ont répondu « Oui » contre 53,25% pour « Non » dans la zone d'étude.

39% des répondants issus de l'échantillon de la zone d'étude sont favorables à la cohésion sociale contre 61% de cas défavorables.

En ce qui concerne les SAP, 60% des répondants (dont 29% de femmes) ont déclaré qu'ils ne contribuent pas à la fourniture des informations crédibles permettant de faciliter la prise de décision dans le domaine de la sécurité et de la protection tandis que 40% ont affirmé l'avis contraire.

Il faut signaler que le CNAP n'est pas encore implanté dans les régions. A ce stade, les jeunes, les femmes et d'autres personnes ressources constituent leurs relais.

## 6. Recommandations

---

Au terme de cette étude, les recommandations suivantes sont formulées :

### 👉 Pour Search :

- ❖ Veiller à professionnaliser les journalistes et les autres acteurs des médias à la base dans le domaine de la communication média en renforçant leurs capacités dans la collecte et diffusion d'informations vérifiées, crédibles et sensibles au conflit, permettant d'apaiser les tensions entre les communautés ;
- ❖ Renforcer le niveau de connaissance des communautés et les autorités sur la prévention et la gestion des rumeurs et les messages de haine à travers des campagnes de sensibilisation et des sessions de renforcement des capacités. Les médias (radio, TV, et réseau sociaux) peuvent être utilisés pour la diffusion des messages à large échelle ;
- ❖ Renforcer les capacités des membres des Comités de veille et de gestion des conflits existant sur les outils, démarches et mécanismes endogènes de prévention et de gestion des conflits ;
- ❖ Initier des dialogues inter et intra-communautaires sur des thèmes se rapportant d'une part sur les discours de haine, des fausses informations et de la désinformation et d'autre part, sur la paix et la cohésion sociale dans la zone d'intervention du projet ;
- ❖ Prévoir une forme de motivation (attestation, reconnaissance de mérite) pour les membres des comités de veille, les ambassadeurs de la paix ;
- ❖ Impliquer le secteur de l'éducation (à travers des conférences débats dans les écoles/universités, la formation des comités de gestion scolaire et autres leaders estudiantins) pour la diffusion de la bonne information et la lutte contre les rumeurs, la désinformation ;
- ❖ Initier des activités de formation et d'insertion professionnelle au profit de la jeunesse en vue de réduire le chômage et la vulnérabilité des jeunes et des femmes des zones d'intervention ;
- ❖ Élaborer un protocole de collaboration avec le Ministère de la Défense et des anciens combattants pour l'implication et la participation des forces armées dans les activités du projet au niveau régional.

### 👉 Pour l'Etat :

- ❖ Sensibiliser les FDS à fournir les informations crédibles aux structures compétentes de l'Etat pour endiguer les rumeurs, les fausses informations et les messages haineux.
- ❖ Faciliter l'intermédiation entre tous les acteurs intervenant dans la prévention des conflits et la promotion de la paix ;
- ❖ Mettre en place et/ou renforcer les capacités des comités consultatifs mise en place par l'Etat dans les différentes localités sur la base d'un diagnostic des difficultés et contraintes qui entravent leur fonctionnalité.

### 👉 Pour les communautés bénéficiaires :

- ❖ Sensibiliser les communautés en vue de renforcer la cohésion sociale en leur sein et d'améliorer leur collaboration avec toutes les structures/organisations intervenant dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

7. Annexes

7.1. Annexe 1 : Tableaux désagrégé par sexe, par cercle et par commune des différentes variables d'intérêts d'analyse

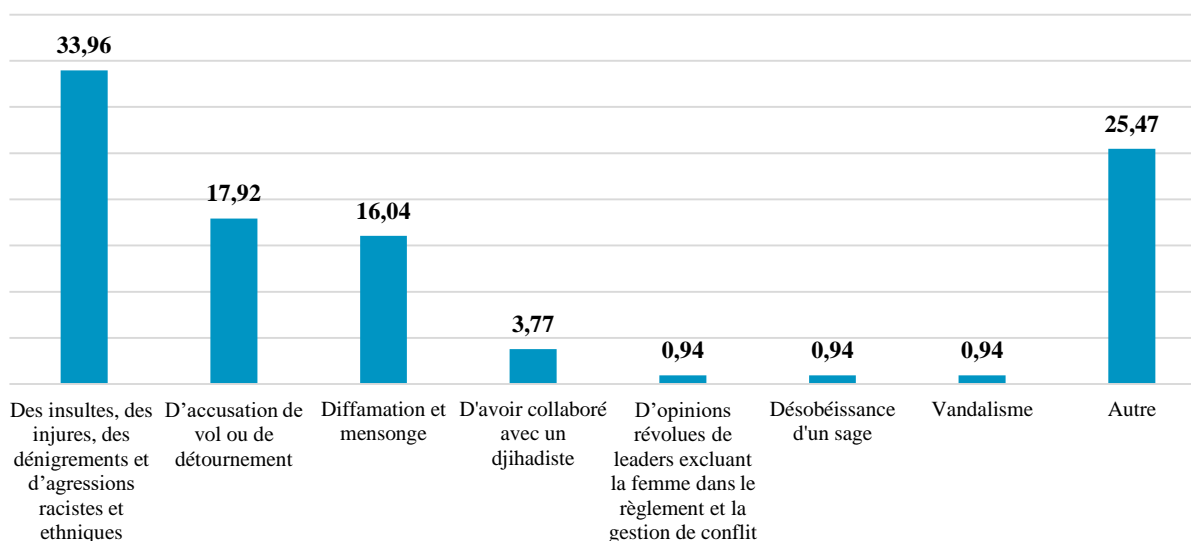


Figure 27 : Proportion des types de discours de haine, des fausses informations et de la désinformation

Tableau 5 : Proportion des réponses par région soutenant la définition du discours de haine

Région	Sondage	KII	FGD Homme	FGD Femme	FGD Jeune	Général
Bamako	53,77	63,33	70,71	63,64	63,57	63,00
Ségou	49,15	70,00	56,16	67,07	55,68	59,61
Mopti	50,44	53,33	65,24	63,26	73,31	61,11
Gao	51,09	50,00	64,62	64,25	64,09	58,81
Echantillon	51,11	59,17	64,18	64,55	64,16	60,64

Source : données d'enquête de mai 2021

Tableau 6 : Proportion des réponses par région soutenant la définition du discours de haine

Région	Sondage	KII	FGD Homme	FGD Femme	FGD Jeune	Général
Bamako	50,49	50,00	73,21	50,00	68,21	58,38
Ségou	41,89	62,50	59,68	63,83	62,12	58,00
Mopti	46,75	51,67	60,54	58,43	67,01	56,88
Gao	49,45	56,25	62,12	60,67	59,20	57,54
Echantillon	47,15	55,10	63,89	58,23	64,14	57,70

Source : données d'enquête de mai 2021

Tableau 7 : Proportion des réponses par région soutenant la définition du discours de haine

Région	Sondage	KII	FGD Homme	FGD Femme	FGD Jeune	Général
Bamako	44,52	50,83	58,57	50,00	58,57	52,50
Ségou	40,17	62,50	48,86	51,22	48,86	50,32
Mopti	41,75	50,00	53,87	54,77	50,25	50,13
Gao	41,75	50,00	54,91	55,67	53,41	51,15
Echantillon	42,05	53,33	54,05	52,92	52,77	51,03

Source : données d'enquête de mai 2021

Tableau 8 : Répartition des enquêtés selon l'âge moyen désagrégés par sexe et par région

Région	Féminin			Masculin			Général		
	Moyenne	Min.	Max.	Moyenne	Min.	Max.	Moyenne	Min.	Max.
Bamako	42	16	73	39	17	78	41	16	78
Gao	42	25	61	51	27	78	48	25	78
Mopti	35	25	57	38	28	56	37	25	57
Ségou	37	19	65	42	18	73	40	18	73
Total	41	16	73	45	17	78	43	16	78

Source : données d'enquête de mai 2021

Tableau 9 : Proportion (%) de la tranche d'âge désagrégés par sexe et par région des répondants

Région	Féminin				Masculin				Général			
	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans - plus	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans - plus	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans - plus
Bamako	2,75	4,25	4,25	9,5	3	5,75	4,25	5	5,75	10	8,5	14,5
Gao	0	2	7,5	4,5	0	1,25	6	19,25	0	3,25	13,5	23,75
Mopti	0	1,5	0,25	0,5	0	2	1,5	1,25	0	3,5	1,75	1,75
Ségou	1,5	1,75	1,5	2	0,5	1,75	2	2,75	2	3,5	3,5	4,75
<b>Total</b>	<b>4,25</b>	<b>9,5</b>	<b>13,5</b>	<b>16,5</b>	<b>3,5</b>	<b>10,75</b>	<b>13,75</b>	<b>28,25</b>	<b>7,75</b>	<b>20,25</b>	<b>27,25</b>	<b>44,75</b>

Source : données d'enquête de mai 2021

Tableau 10 : Proportion (%) des répondants connaissant les mécanismes du système d'alerte précoce (SAP) existant dans la zone d'intervention du projet par région

Région	Alerte précoce		Prévention et gestion des conflits		Gestion des rumeurs et de la désinformation	
	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui
Bamako	86,45	13,55	66,45	33,55	85,81	14,19
Gao	62,96	37,04	35,80	64,20	97,53	2,47
Mopti	35,71	64,29	7,14	92,86	46,43	53,57
Ségou	65,45	34,55	43,64	56,36	50,91	49,09
<b>Echantillon</b>	<b>70,50</b>	<b>29,50</b>	<b>46,75</b>	<b>53,25</b>	<b>83,00</b>	<b>17,00</b>

Source : données d'enquête de mai 2021

Tableau 11 : Proportion (%) de la tranche d'âge désagrégés par sexe et par cercle des répondants

Cercle	Féminin				Masculin				Général			
	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans - plus	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans - plus	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans - plus
Bamako	2,75	4,25	4,25	9,5	3	5,75	4,25	5	5,75	10	8,5	14,5
Ansongo	0	0,5	0	0,5	0	0	0	2	0	0,5	0	2,5
Gao	0	1,5	7,5	4	0	1,25	6	17,25	0	2,75	13,5	21,25
Bandiagara	0	1	0,25	0	0	1,5	0,5	0,75	0	2,5	0,75	0,75
Bankass	0	0,5	0	0,5	0	0,5	1	0,5	0	1	1	1
Niono	1,25	1,25	0,5	0,75	0,5	1,25	1,25	1,5	1,75	2,5	1,75	2,25
San	0,25	0,5	1	1,25	0	0,5	0,75	1,25	0,25	1	1,75	2,5
<b>Total</b>	<b>4,25</b>	<b>9,5</b>	<b>13,5</b>	<b>16,5</b>	<b>3,5</b>	<b>10,75</b>	<b>13,75</b>	<b>28,25</b>	<b>7,75</b>	<b>20,25</b>	<b>27,25</b>	<b>44,75</b>

Source : données d'enquête de mai 2021

Tableau 12 : Proportion (%) de la tranche d'âge désagrégés par sexe et par commune des répondants

Commune	Féminin				Masculin				Général			
	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans - plus	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans - plus	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans - plus
Commune 4	0,25	1,25	3,5	7,5	0,25	3,25	2	2,5	0,5	4,5	5,5	10
Commune 6	2,5	3	0,75	2	2,75	2,5	2,25	2,5	5,25	5,5	3	4,5
<b>Bamako</b>	<b>2,75</b>	<b>4,25</b>	<b>4,25</b>	<b>9,5</b>	<b>3</b>	<b>5,75</b>	<b>4,25</b>	<b>5</b>	<b>5,75</b>	<b>10</b>	<b>8,5</b>	<b>14,5</b>
Ansongo	0	0,5	0	0,5	0	0	0	1,25	0	0,5	0	1,75
Bara	0	0	0	0	0	0	0	0,75	0	0	0	0,75
Gao	0	1	7	3,75	0	1,25	6	16,5	0	2,25	13	20,25
Gounzoureye	0	0,5	0,5	0,25	0	0	0	0,75	0	0,5	0,5	1
<b>Gao</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>7,5</b>	<b>4,5</b>	<b>0</b>	<b>1,25</b>	<b>6</b>	<b>19,25</b>	<b>0</b>	<b>3,25</b>	<b>13,5</b>	<b>23,75</b>
Bandiagara	0	0,5	0,25	0	0	1,25	0,25	0,25	0	1,75	0,5	0,25
Segue-Ire (Nigari)	0	0,5	0	0	0	0,25	0,25	0,5	0	0,75	0,25	0,5
Bankass	0	0	0	0,5	0	0,5	0,25	0,5	0	0,5	0,25	1
Dimbal	0	0,5	0	0	0	0	0,75	0	0	0,5	0,75	0
<b>Mopti</b>	<b>0</b>	<b>1,5</b>	<b>0,25</b>	<b>0,5</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>1,5</b>	<b>1,25</b>	<b>0</b>	<b>3,5</b>	<b>1,75</b>	<b>1,75</b>
Diabaly	0,25	0,75	0,25	0	0	0	0,5	0,5	0,25	0,75	0,75	0,5
Niono	1	0,5	0,25	0,75	0,5	1,25	0,75	1	1,5	1,75	1	1,75
Kava	0	0	0	0,75	0	0	0	0,5	0	0	0	1,25
San	0,25	0,5	1	0,5	0	0,5	0,75	0,75	0,25	1	1,75	1,25
<b>Ségou</b>	<b>1,5</b>	<b>1,75</b>	<b>1,5</b>	<b>2</b>	<b>0,5</b>	<b>1,75</b>	<b>2</b>	<b>2,75</b>	<b>2</b>	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>	<b>4,75</b>
<b>Total</b>	<b>4,25</b>	<b>9,5</b>	<b>13,5</b>	<b>16,5</b>	<b>3,5</b>	<b>10,75</b>	<b>13,75</b>	<b>28,25</b>	<b>7,75</b>	<b>20,25</b>	<b>27,25</b>	<b>44,75</b>

Source : données d'enquête de mai 2021

Tableau 13 : Proportion (%) du niveau d'instruction des répondants désagrégés par sexe et par région des répondants

Rubriques/Sexe		Bamako	Gao	Mopti	Ségou	Total
Féminin	Aucun	5,75	7,75	0	0,50	<b>14,00</b>
	Coranique	1,00	0,50	0	0,75	<b>2,25</b>
	Alphabétisation	0,50	0	0,25	0	<b>0,75</b>
	Premier cycle	1,75	2,00	0,25	1,00	<b>5,00</b>
	Second cycle	3,50	2,50	1,00	1,75	<b>8,75</b>
	Secondaire	5,25	1,25	0,25	2,25	<b>9,00</b>
	Supérieur	3,00	0	0,50	0,50	<b>4,00</b>
Masculin	Aucun	1,25	4,75	0	0,50	<b>6,50</b>
	Coranique	3,25	5,50	0	0,50	<b>9,25</b>
	Alphabétisation	0,50	0,50	0	0	<b>1,00</b>
	Premier cycle	0,50	4,00	0,25	1,50	<b>6,25</b>
	Second cycle	3,50	7,25	0	0,75	<b>11,50</b>
	Secondaire	3,50	4,00	3,50	1,75	<b>12,75</b>
	Supérieur	5,50	0,50	1,00	2,00	<b>9,00</b>
Général	Aucun	7,00	12,50	0	1,00	<b>20,50</b>
	Coranique	4,25	6,00	0	1,25	<b>11,50</b>
	Alphabétisation	1,00	0,50	0,25	0	<b>1,75</b>
	Premier cycle	2,25	6,00	0,50	2,50	<b>11,25</b>
	Second cycle	7,00	9,75	1,00	2,50	<b>20,25</b>
	Secondaire	8,75	5,25	3,75	4,00	<b>21,75</b>
	Supérieur	8,50	0,50	1,50	2,50	<b>13,00</b>

Source : données d'enquête de mai 2021

**7.2. Annexe 2 : Documents Utilisés**

Action plan on hate speech – ONU, 2019. Stratégie et plan d'action des Nations unies pour la lutte contre les discours de haine. Rapport. 7pp.

**7.3. Annexe 3 : ToR**